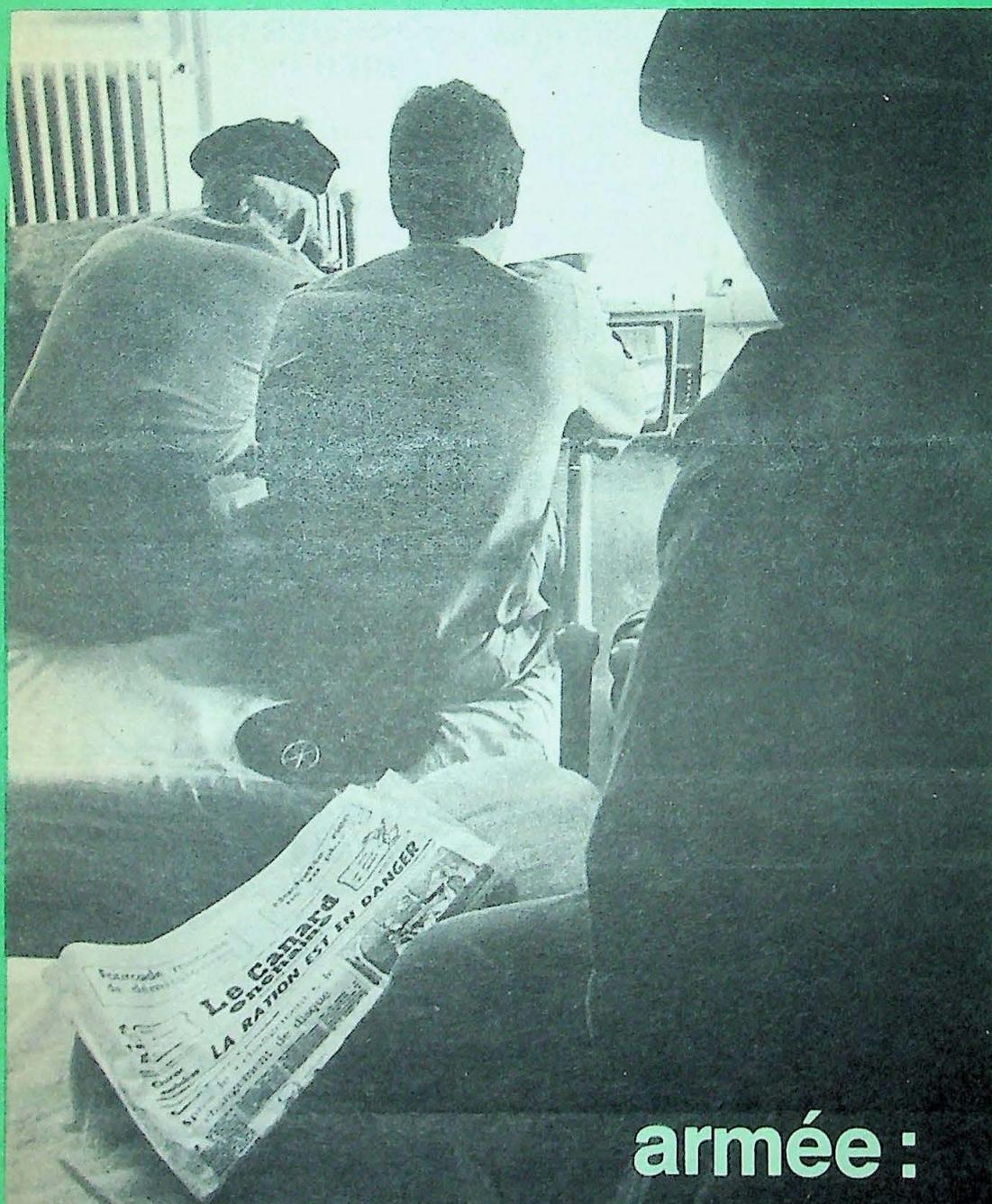


N° 677 du 8 au 15 novembre 1975 - 3 F 50
Hebdomadaire du parti socialiste unifié

tribune

socialiste



armée :
**PREMIERE
VICTOIRE**

Le 4 novembre en soirée, le comité de soldats du 19^e régiment de génie basé à Besançon a tenu une conférence de presse dans les locaux de la CFDT sous la présidence de Charles Piaget, responsable local de la CFDT et secrétaire national du PSU, et en présence d'un responsable d'IDS. Ils ont annoncé que le comité se constituait en section syndicale CFDT, et ont appelé l'ensemble des soldats, marins et aviateurs, à tenir leurs états généraux.

Les réactions n'ont pas été longues à se manifester : violente intervention de Bigeard déclarant que « la création d'un syndicat dans l'armée est un acte illégal et impensable », et annonçant que « ce mouvement sera stoppé et réprimé ». « Quant à la réunion d'états généraux du soldat, il n'en est non plus aucunement question ».

Charles Hernu, porte-parole du PS, a dans un premier temps dénoncé cette initiative « car tout ce qui tend à affaiblir l'outil de la défense, donc la défense, rend service à ceux qui voudraient nous préparer une armée pré-torienne... » Nous nous félicitons d'autant plus d'un deuxième communiqué émanant du même Charles Hernu qui manifestait une évolution positive par rapport à ce grave problème.

D. Cholley, responsable du secteur « jeunes » de la CFDT, a au contraire salué la constitution d'une section syndicale de soldats.

Le PSU, pour sa part, soutient bien évidemment l'initiative du comité de soldats du 19^e RG. L'annonce d'une répression rapide par Bigeard est à lier aux interventions de la police, tant à Draguignan qu'à Paris. Sous le prétexte de bombage antifranquiste à Draguignan, des policiers sont intervenus, sans mandat d'une commission rogatoire, contre des militants politiques dont plusieurs camarades du PSU. A Paris, c'est à l'imprimerie, rue Borromée, que deux policiers se sont présentés mercredi, sans mandat ; le domicile de Bertrand Jullien d'IDS a été perquisitionné, lui-même a été inculpé.

Il s'agit bien d'une volonté politique délibérée de frapper, et de frapper fort. Bigeard fait d'ailleurs savoir que Bourges a, comme lui, « l'intention d'être très ferme ».

C'est à l'ensemble des forces du mouvement ouvrier, politique et syndical qu'il appartient par une action unie de faire reculer la répression contre les soldats syndiqués de Besançon et contre tous ceux qui les soutiennent, ou qui sont déjà victimes de l'arbitraire policière.

Sommaire

- C.F.D.T. : clair obscurp.4
- ANPE: un instrument pour gérer le chôma-gep.6
- MINI LIP: polémique ou dialoguep.7
- SOCIAL :
L'Alsace pays de cocagnep.7
Comsip: ce n'est pas fini
Sonacotra: les foyers en lutte
- SANTE: médecine, le partage du gâteau p.8
- LIBAN: dans l'impassep.10
- ESPAGNE: la succession de Juan Carlos ..p.11
- HENDAYE: marche ou crèvep.11
- ANGOLA-PORTUGAL: le 11 novembre, une date clép.12
- D'HELSINKI A L'EUROPE DU SUD: d'une conférence l'autrep.13
- PIERRE GOLDMAN: la vie, la mort et l'his-toirep.14
- TELEVISION: notre sélection p.15
- CINEMA: la dernière tombe à Dimbazap.15
- ARMEE: la bataille des droitsp.16

Calendrier politique

Meeting psu

Le Portugal et nous : Film et débat à la mairie de Noisy-le-Sec avec Serge Depaquit, le 14 novembre à 20 h 30.

La Joie de lire

Pour que la **Joie de Lire** vive, les employés en lutte organisent une série de débats au 19, rue Saint Séverin. Ils auront tous lieu à 18 h.

- le 8 novembre : affaire Goldman.
- le 10 novembre : rencontre avec Christiane Rochefort.
- le 12 novembre : Simone de Beauvoir présente « **Les femmes s'entêtent** »
- le 13 novembre : boîtes en faillite et contrôle des travailleurs.
- Le 14 novembre : le mouvement des communautés.



HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Gilbert HERCET - Alain TLEMCÉN

Comité de rédaction :

Victor FAY, Jean CEVENNES, André LAUDOUEZ, Maurice NAJMAN, Jean PATERNAT, Yves SPARFEL, Jacques THIBAUT, Jean VERGER, Corinne WELGER.

Rédaction : 566.45.64 - **Adminis-tration** : 566.45.37 - **Publicité** : REGIE-INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.
Cadet Photocomposition - 75009 Paris

Rédaction en chef :

Phillippe MARIELIE

Secrétariat de rédaction :

GRIMA

Maquette :

Chantal LENDER

Secrétariat - Documentation :

Marie-Françoise CHAILLEUX

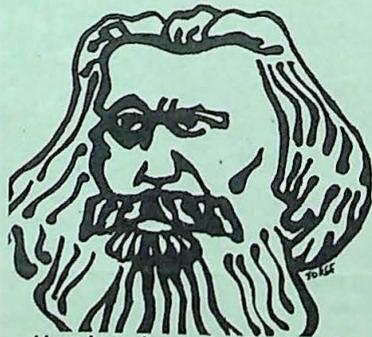
Dir. publ. :

André BARJONET
9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F

Vient de paraître



Une brochure du Centre Po-pulaire de Formation Socialiste

● Le Marxisme dans le combat pour l'autogestion so-cialiste — Victor Leduc

● Présentation du Centre et des cycles : — Pascal Gollet, Victor Fay, Michel Etienne, Maurice Najman.

En vente au prix de 2 F à la librairie Syros (9, rue Borromée 75015 Paris)

Pour un nouveau TS !!!



Soyez adroits, placez votre argent à gauche !!!

OBJECTIF : 500 000 F.

150 000 F. LE 1er JANVIER 1976 CE SERAIT BIEN !

— 500 000 F. c'est la somme nécessaire pour que le PSU puisse se doter d'un hebdo digne de ce nom.

— 150 000 F. : une première étape qui permettra d'assainir les finances de **Tribune Socialiste**.

— 350 000 F. : le complément de la souscription qui conti-nuera au delà du 1er janvier et sera la réserve financière qui permettra d'envisager des investissements en hommes, en ma-tériel pour améliorer encore la nouvelle formule.

Vous avez déjà donné 8 365 F. c'est un début.

cette semaine trois exemples parmi d'autres :

— les membres du Bureau national du Parti au cours de leur réunion du 29 octobre ont donné : **1 440 F.**

— Pierre Delavenne d'Amiens a collecté **200 F.** avec le carnet de souscription à TS.

— Jeanne Voleau de Saumur a rassemblé **70 F.**

Toutes les initiatives seront les bienvenues, petites et gros-ses sommes mises bout à bout nous aideront :

Nous avons besoin de chacun de vous pour améliorer votre journal !

Chaque semaine le point sera fait dans TS

UNE AUTRE FAÇON DE SOUTENIR TS :

NOM :
Adresse :
Somme versée
à l'ordre du PSU « Soutien TS »
CCP - Paris 14020 44

● et abonnez-vous à TS...

Un nom :

une adresse :

et un chèque de 100 F

(pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F)

TS 9, rue Borromée - 75015
CCP PARIS 5.826.65



société de violence, violence de la société

Une campagne bien orchestrée par les radios, la télévision, les journaux bien pensants dénonce la violence qui se manifeste par tous les pores de la société. La criminalité se développerait à grande vitesse, les **hold-up** n'ont jamais été si nombreux, les vols (200 000 cambriolages par an) atteindraient des proportions jamais connues, les agressions (contre des personnes âgées, contre des femmes seules) se multiplient, les bals du samedi soir dégénèrent. Poniatowski, Lecanuet téléguident cette campagne dont il faut bien comprendre la signification.

À l'heure où la principale inquiétude des travailleurs est celle de l'emploi et de la dégradation des conditions de vie, il n'est pas sans importance de détourner l'attention des Français sur la « violence ».

Un dérivatif

Les enquêtes de la SOFRES ou de l'IFOP centrent leurs questions sur les problèmes de sécurité physique, et comme personne n'a envie de mettre en cause cette sécurité-là, les réponses sont éloquentes : la publication à grand tam-tam des résultats de ces sondages permet encore de mieux intoxiquer et de détourner l'opinion des vrais problèmes.

Mieux encore, on assiste à une véritable campagne hystérique en faveur de la peine de mort. La condamnation du jeune Bruno (17 ans) par un jury de l'Oise montre bien cette manipulation de l'opinion par le pouvoir.

Ainsi croit-on pouvoir détourner une partie des travailleurs du vrai problème : la faillite de l'économie capitaliste, la faillite d'un système où la marchandise prime sur l'homme, où la loi du profit commande et régule la production au mépris des besoins réels de la population.

Une autre raison de cette campagne est qu'elle sert de « support », de « conditionnement psychologique » à tout un arsenal de mesures répressives, dont les formes raffinées tendront à masquer le contenu peu « libéral ».

... qui justifie les mesures répressives

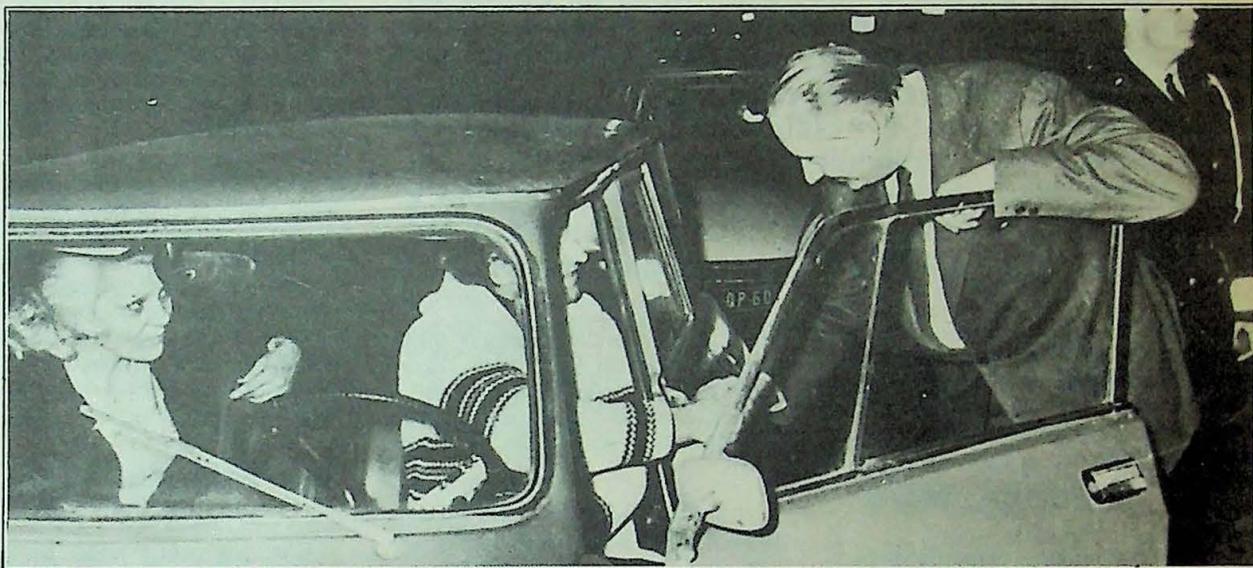
L'exemple le plus récent, dont nous avons parlé dans notre dernier numéro, est celui qui vise le cinéma dit pornographique, et atteindra en fait tous les films « interdits aux moins de 18 ans », c'est-à-dire une grande partie du cinéma de qualité, et bon nombre de films politiques. Autre exemple : la proposition d'un député (ne serait-ce pas André Fanton ?) visant à n'autoriser les manifesta-

tiens, si dans la plupart des sondages les réponses font état des craintes physiques d'une majorité de Français, il ne faut pas y voir seulement le fruit de la manipulation du pouvoir par l'intermédiaire des mass-medias. La violence est dans l'air. Le banditisme, la criminalité n'en sont que des aspects en réalité secondaires, mais qui frappent fort l'opinion.

La résignation n'a plus cours

Or, ce qui est nouveau, et principalement chez les générations nouvelles, c'est le refus de la résignation devant la qualité de la vie. Ce refus, qui s'exprime souvent en révolte individuelle, passe par toutes les étapes, y compris celle primitive (et parfois sanguinaire) du banditisme et de la criminalité.

Côté cour : Ponia supervisant un contrôle de police

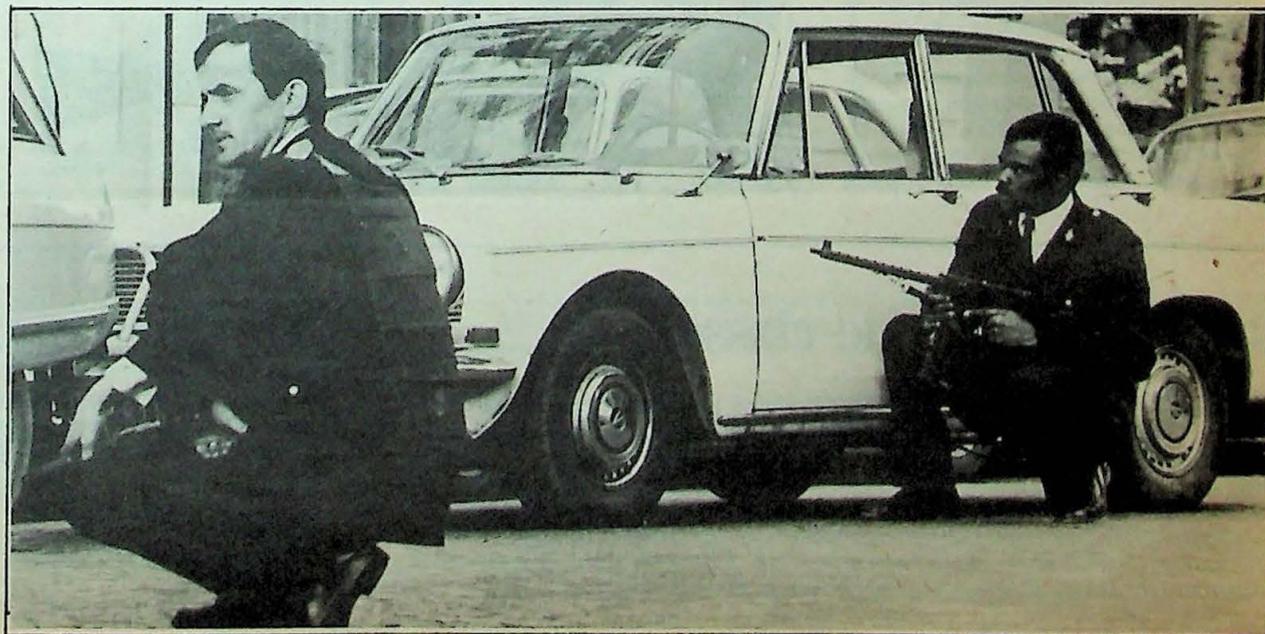


tions parisiennes... que dans le bois de Vincennes.

En attendant, l'intoxication sur la « violence » qui vise aussi les travailleurs immigrés touche les jeunes. Être jeune aujourd'hui, c'est déjà être suspect. Lorsqu'un tenancier de bistrot prend son fusil et blesse un jeune dont il suspecte les tendances agressives, c'est tout juste s'il ne reçoit pas les félicitations de **Aurore** ou du **Parisien**. Lorsque le jeune Bruno est condamné à mort, les fossiles hystériques qui ont le pouvoir exultent ; il sera, certes, gracié, et passera toute sa vie en prison.

dans l'insécurité

Si cette campagne a un tel succès
Côté jardin : la brigade anti-gang en action.



L'automobile et son système sont violence ; le match de **football** ou de **rugby** dégénère souvent en violence. Le bruit des villes, des voitures ou des avions est violence. Le chômage, la longueur des transports, l'incertitude du lendemain, les accidents du travail font violence à l'individu et peuvent s'exprimer, sous des formes diverses, en violence. A tout cela s'ajoutent les violences « morales » ou « psychologiques », subies depuis l'école jusqu'au travail en passant par la caserne ; sans oublier la publicité, l'incitation à consommer (n'importe quoi), les frustrations cultivées par une société où l'homme est objet et la marchandise sujet roi, même si sa qualité devient de plus en plus sujette à caution.

Cette révolte est un signe distinctif des temps actuels. La génération d'après 1914 a été courbée et cassée par la guerre-boucherie. Celle de 1939 a cru qu'après la libération fleuriraient les lendemains qui chantent. Celle de 1968 n'attend pas que ces lendemains éclatent sous une baguette magique. Elle manifeste sa révolte sous toutes les formes, y compris bien sûr par la lutte politique et sociale. Elle ne fait confiance à personne de l'extérieur. Elle se méfie des chefs, des appareils, des mentors et a horreur des flics et de l'Etat.

C'est une génération qui est mûre pour l'autogestion. Et voilà pourquoi les Poniatowski, les Lecanuet... ont peur. Ils ont raison.

Jean VERGER ■

clair-obscur

La CFDT a réuni du 22 au 25 octobre son conseil national, instance composée des représentants de toutes les fédérations et unions régionales. Les problèmes inscrits à l'ordre du jour ne manquaient pas d'intérêt : action dans la jeunesse, analyse de la situation générale, objectifs de transformation... Pourtant, après ces quatre journées de débat, on éprouve un sentiment de malaise et de profonde ambiguïté. Les décisions politiques sont-elles prises au conseil national ou ailleurs ? Le congrès confédéral sera-t-il « clair » ou « clair-obscur » ? Quatre jours de discussions ne répondent à aucune de ces questions. La CFDT est insaisissable, y compris pour ses propres militants, parce que les affaires se traitent à plusieurs degrés différents.

Les travaux en commissions ou en séance plénière ont permis de dégager les grandes caractéristiques de la situation.

Le premier degré

Il y a un accroissement de la combativité des travailleurs qui se traduit par la multiplication des conflits portant non seulement sur la garantie de l'emploi, mais aussi sur les conditions de travail et les salaires. Même si le niveau de combativité est encore inégal suivant les branches et les régions, il apparaît que la classe ouvrière est sortie d'une phase défensive ou attentiste, et s'apprête à des batailles d'envergure (banques, métallurgie...), tandis qu'éclatent une multitude de conflits localisés.

On se heurte à une division de la gauche traditionnelle, qui consacre plus de temps à ses règlements de compte internes qu'à la lutte contre le pouvoir malgré la gravité de la situation. Cette division pèse lourdement sur les possibilités de mobilisation, dans la mesure où aucune issue politique cohérente ne se présente aux travailleurs.

Les bavures, et même les incidents, se sont multipliés depuis le printemps avec la CGT tant au niveau confédéral que dans les régions : ruptures du front unitaire

(sur la retraite par exemple, ou la préparation du 4 octobre), divergences sur la pratique syndicale et l'intervention politique, désaccords sur les formes de mobilisation.

L'unité d'action en tant qu'axe stratégique n'est pas remise en cause, mais son efficacité risque

d'être sensiblement réduite. Il faut noter que ces tensions CFDT-CGT ne recourent que partiellement les divergences PC-PS, car, dans bon nombre de fédérations et de régions, la pratique de la CFDT ne correspond pas (fort heureusement) à la ligne réformatrice du parti de Mitterrand.

La nécessité de poursuivre et d'approfondir la réflexion sur les problèmes de la transition a été soulignée. Le rapport présenté par Michel Rolant sur les « objectifs significatifs » a permis à de nombreux intervenants (notamment Hacuitex, Banques, etc.) de rappeler cette exigence politique. Le développement des affrontements de classe au Portugal indique l'urgence de cette réflexion liée à l'action, même si la confédération se satisfait des analyses du PS.

Dans l'ensemble donc, les débats ont été intéressants et les quatre journées satisfaisantes, si l'on s'en tient à la surface des choses, en prenant pour argent comptant les diverses déclarations et prises de position. Cela n'est guère possible pour tout militant accoutumé à ce type de réunion.

le deuxième degré

C'est la préparation plus ou moins souterraine du congrès



confédéral de 1976 qui transparaît avec la lutte d'influence sévère que se livrent la majorité en place et la « gauche syndicale », compliquée par les affrontements entre la ligne « Mitterrand-Rocard » et les tenants du CERES.

Tout cela n'est guère passionnant, dans la mesure où il s'agit d'une bataille à l'intérieur de l'appareil pour savoir qui contrôlera quoi : en venant de sa province, on est un peu surpris par ces joutes : Rhône-Alpes ou le bâtiment vantant les vertus du Programme commun... Maire défendant la notion de « socialisation » contre celle de « nationalisation »... la « gauche » parlant du Portugal, la « majorité » refusant d'en parler...

En vue du prochain congrès, la tactique d'E. Maire est classique : il lui faut regrouper une très large majorité, et pour cela diviser la « gauche syndicale » en ralliant à lui, au moins le temps d'un congrès, les éléments les moins éloignés (partie du courant CERES), ce qui du même coup marginaliserait les autres (Hacuitex par exemple).

Cela peut expliquer le changement sensible depuis septembre dans les prises de positions confédérales : critiques des partis de gauche, PS compris, référence au « pouvoir des travailleurs » (texte sur les objectifs), intégration à la résolution générale d'un important amendement des postiers, etc. De même la distance prise vis-à-vis de la CGT, l'insistance mise sur la spécificité de la CFDT et son image de marque, visant (entre autres) à resserrer les rangs de la centrale ouvrière derrière sa direction.

Pour preuve de sa volonté d'ouverture, l'équipe dirigeante confédérale donnera en pâture à son « opposition » quelques têtes. On murmure quelques noms : Jeannette Laot du secteur action revendicative (la bataille pour la succession serait déjà engagée, la Métallurgie souhaitant faire main basse sur ce secteur stratégique) ; René Salanne du secteur international, à qui l'on reprocherait de concevoir l'action internationale exclusivement en termes diplomatiques ; Jacques Moreau du secteur politique, dont le zèle réformatrice et l'électoratisme profond ne seraient plus très goûtés dans la centrale.

Tous ces projets, toutes ces

De la violence de classe...

Selon un sondage SOFRES, 62% des Français estiment que la justice « favorise plutôt » les privilégiés. L'idée que la justice est une justice de classe fait son chemin, un mois après l'inculpation du P-DG Chapron par le juge Charette (qui continue d'ailleurs courageusement à mener l'instruction de l'affaire jusqu'à son terme en poursuivant le directeur d'une société d'intérim). Mais pour trois ou quatre condamnés, combien bénéficient encore d'une étrange indulgence ? Avec l'appui des CRS, des milices de la CFT, ils imposent la violence de classe le plus souvent en toute impunité.

Que le petit patron de Villers-Cotterets (dans l'Aisne) qui avait tiré sur un

piquet de grève soit dénoncé publiquement par Chotard, vice-président du CNPF, comme une brebis galeuse, ne suffit pas à masquer la violence exercée chaque jour par le patronat. D'autant que c'est le plus souvent le droit de grève qui est condamné, plutôt que le droit d'exploiter, de cogner, de licencier dont usent sans arrêt messieurs les directeurs. L'exemple signalé par nos camarades lorrains est là pour le signaler.

Y.S.

Sarreguemines : Une certaine vision du droit de grève...

Le 28 juillet, le personnel du laboratoire d'analyses médicales Bui-Vuong à St-Avold (57) décide de se mettre en grève pour obtenir la réintégration d'une

manœuvres posent deux problèmes graves, en dehors des options politiques dont se réclament les uns ou les autres.

Les cartes ne sont jamais mises sur la table, et les débats au second degré sont incompréhensibles pour le militant non initié. Cela implique, entre autres, que le contrôle démocratique sur toutes ces opérations est rendu impossible. Il y a coupure profonde entre l'activité militante sur le terrain (syndicat, union locale...) et la vie interne de l'appareil syndical au plus haut niveau.

Des questions fondamentales ne sont pas abordées dans le débat confédéral, parce qu'elles ne sont pas exploitables immédiatement dans les tactiques de tel ou tel courant (exemples : analyse de la stratégie européenne des PC et des PS ; réflexion sur les actions d'autoréduction en Italie : analyse et débat sur la situation portugaise, etc.).

Le troisième degré

Bon nombre de camarades ont pour habitude de juger la chose syndicale en fonction de critères uniquement syndicaux et particulièrement en ce qui concerne la CFDT. Cela conduit à des erreurs d'appréciation ou à des désillusions. Notre analyse doit resituer les phénomènes syndicaux dans le contexte politique d'ensemble. Quelques exemples.

La décision de prendre des distances vis-à-vis de la CGT est motivée officiellement par des arguments de « gauche » : on se réfère à LIP, à la lutte anti-hiérarchique, etc. Voilà qui pourrait plaire à bien des camarades de la gauche syndicale. Mais, en réalité, les origines de ce coup de barre sont ailleurs ; à la suite du développement de la polémique PS-PC et du raidissement de la CGT qui s'en est suivi, la fédération CFDT de la Métallurgie (dont la direction est de celles qui se sont le plus compromises dans l'opération « entrée au PS ») a dû renoncer à une orientation fondamentale décidée en 1974 : la pratique de l'unité d'action préparant une fusion organique.

Le virage a été pris en juin dernier, et l'on s'est employé activement à faire partager cette réorientation par toute la confédération. Les arguments sur la « spécificité de la CFDT » ne servent qu'à justifier devant les militants

une manœuvre d'appareil faisant suite aux difficultés de l'union de la gauche.

Sur le plan européen, l'orientation actuelle de la CFDT pose quelques questions. L'équipe Maire a décidé de travailler à fond dans la Confédération européenne des syndicats, où les organisations social-démocrates sont prédominantes. Là encore, des arguments « gauche » ont fait passer la chose : la journée européenne de boycott antifranquiste (2 octobre) a permis de présenter la CES (auteur de l'initiative) comme une structure progressiste. Les éléments les plus partisans de cette action étaient les syndicats allemands et britanniques dont les options politiques sont connues. Il est nécessaire de s'interroger : y a-t-il un lien entre l'importance prise par la CES et l'option CFDT à ce niveau, et le projet politique de la social-démocratie européenne (une Europe « socialiste » de Stockholm à Lisbonne...) ? Une initiative annoncée au conseil national de la CFDT montre l'urgence de cette interrogation : l'opération de jumelage entre CFDT et DGB avec échange d'informations et de délégations. Que dire de la résolution sur l'Espagne, où la confédération « condamne les attentats individuels » sans autre forme d'explication ou d'analyse...

Enfin, par rapport à la gauche, les interrogations ne sont pas

moins indispensables. L'analyse faite par la confédération sur l'état de la gauche dénote une triple manœuvre : refus d'analyser en profondeur les rapports PS-PC (la fédération PTT dénonce à la tribune une « analyse anecdotique »), volonté de faire porter au PC la responsabilité de la polémique, refus absolu d'analyser le PS et sa stratégie réelle.

Dans le même temps, on peut faire des constatations intéressantes : E. Maire a signé la pétition de soutien à Jean Daniel, en compagnie de Neuschwander (P-DG de LIP) et de Bergeron (bien que la signature de celui-ci ait été occultée). Dans diverses régions et fédérations, les militants révolutionnaires sont « dans ce collimateur », tandis que les analyses politiques confédérales (documents de travail du conseil national) font un silence total sur l'extrême gauche (pas un mot dans un rapport de 40 pages sur la situation générale).

L'ensemble de ces faits forme un faisceau plutôt convergent ; s'il est intéressant d'écouter ce que dit la CFDT et notamment son principal dirigeant, il est encore plus important d'analyser ce qu'il fait. La pratique concrète est toujours meilleur indicatif politique que le discours.

Voilà toutes les réflexions, plus quelques autres, qui s'agitent dans nos têtes. Si nous voulons

progresser, il faut confronter ces réflexions, surmonter la dispersion ou l'isolement, et réaliser un travail collectif d'analyse. Ce qui se passe en Italie et au Portugal, demain en Espagne et en France, nous contraint à la lucidité.

Gérard DEBEZAC ■

un inspecteur du travail trop honnête ?

A la Simax à Maxonchamp (Vosges), la direction a décidé au printemps dernier de licencier Philippe Antoine, délégué CFDT, pour avoir utilisé cinq heures de délégation à l'extérieur de l'entreprise, en fait pour avoir trop bien organisé une grève. Refusé par l'inspection du travail, ce licenciement a été confirmé après appel par M. Durafour, ministre du Travail. Poirier, l'inspecteur du travail, coupable aux yeux de notre ministre d'avoir fait son travail, vient d'être muté arbitrairement.

En apprenant le licenciement, 80 % des travailleurs se sont mis en grève. Ils ont manifesté à Remiremont à l'appel des syndicats et de tous les partis de gauche, après un meeting à Rupt-sur-Moselle. Cinq d'entre eux sont allés demander des comptes à Christian Poncelet, secrétaire d'Etat au budget, qui est par ailleurs député de cette région. Cette région où politique anti-syndicale et chômage vont de pair, puisque Boussac annonce la fermeture de son usine de Rupt-sur-Moselle (426 licenciements)...

Y.S.



militante licenciée abusivement. Deux semaines plus tard le patron intente un procès en référé et demande 10 000 F de dommages et intérêts par semaine de grève pour couvrir son manque à gagner. Il remplace immédiatement son personnel gréviste par d'autres employés, embauche 3 gorilles, anciens légionnaires, pour ouvertement agresser les grévistes qui sont en permanence devant le laboratoire.

Le 22 août, le tribunal de Sarreguemines condamne les grévistes à payer 1 000 F de provision à leur patron, par voie de référé en attendant le jugement final. Le patron demande un million d'anciens francs par semaine de grève (actuellement on entame le 4e mois). Les raisons avancées ne manquent pas d'intérêt : étant donné que « les grévistes doivent sainement apprécier la limite de leur droit et la portée de leurs agissements », « que les uns et les autres empêchent la clientèle d'accéder au laboratoire, tentent de la dissuader d'utiliser les services du laboratoire Bui-Vuong, ou l'envoient purement et simplement au laboratoire concurrent pour y effectuer les analyses nécessaires.

« Qu'il y a là abus caractérisé dans l'exercice de droit de grève avec la volonté délibérée de « casser l'outil de travail » en l'état en faisant perdre au demandeur une partie importante de sa clientèle... »

Quelles étranges limites sont mises là au droit de grève. Les 7 occupants ont été condamnés. Ils ont été licenciés à partir du 22 septembre : pendant leur grève et pour fait de grève, y compris les 2 délégués. Ces licenciements ont été admis par l'inspecteur du travail sous la pression du préfet. Légalement la grève est terminée, faute de grévistes. Il n'y a donc plus que des chômeurs.

Ces deux faits illustrent d'une façon flagrante le soutien que peut apporter la justice et l'administration, face à des grévistes, à un patron qui a tout fait pour envenimer le conflit, en particulier par l'agression de ses gorilles avec des chiens contre les grévistes, constatées par la police.

un instrument pour gérer le chômage

A l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE), la CFDT, le syndicat le plus important et le plus structuré, regroupe 20 % des personnels (36 % lors des élections aux commissions paritaires). TS a interrogé ses principaux responsables — 2 conseillers nationaux, Michel Blondeau et Jean-Pierre Albouy, et 2 permanents nationaux, Michel Bréhier et Gérard Thomassin — sur les débats internes à la CFDT, les axes de lutte des travailleurs de l'ANPE et les possibles liaisons avec les chômeurs. Ils révèlent les « manœuvres irrégulières » de l'agence.

TS : Le congrès du syndicat CFDT de l'ANPE aura lieu à la fin du mois de novembre ; quels en sont les enjeux ?

Réponse : Pour ce congrès, qui sera important, trois axes se dégagent.

Il s'agit d'abord de préciser notre analyse de la finalité politique de l'agence. C'est une institution chargée de gérer, de camoufler un chômage grandissant, en maintenant les chômeurs dans une situation très individualisée de demandeurs et d'assistés. Il faut donc dénoncer la fausse neutralité de ce « service public » et imposer un contrôle sur notre outil de travail.

Mais il faut aussi savoir quel statut revendiquer pour l'ANPE. La CFDT a éliminé l'idée d'un statut « tripartite », comme celui de l'Assedic, qui donnerait une part importante du pouvoir au patronat. Tous se battent contre la privatisation du secteur public. Il nous reste à choisir entre deux possibilités : soit revendiquer la réintégration de l'ANPE à l'intérieur de la Fonction publique, soit (et c'est la position majoritaire à notre conseil national) garder le statut actuel d'établissement public sous tutelle du ministère du Travail. Cette solution peut permettre d'obtenir le maximum d'avantages et de garanties, à condition d'être complétée par un véritable statut pour le personnel.

Nous nous battons enfin pour l'extension des libertés et des droits syndicaux. Nous souhaiterions la mise en place de délégués élus à tous les niveaux pour intervenir dans tous les secteurs et exiger toutes les informations.

TS : Il y a quelques mois, M. Durafour affirmait qu'il n'y aurait jamais un millions de chômeurs, pourtant c'est fait. La crise s'approfondit chaque jour. Quelles en sont les conséquences sur le fonctionnement de l'agence ?

R : La principale répercussion de la crise au niveau du service, c'est l'énorme surcharge de travail. Avant, les recrutements étaient faits en fonction du nombre de demandeurs d'emploi ; maintenant les normes sont dépassées. Une agence a même été obligée de mobiliser pendant une semaine tout le personnel technique, administratif, cadre, pour éponger le retard des inscriptions de demandeurs d'emploi.

Du coup les conditions d'accueil ont complètement changé. Le rôle de l'agence était de procurer des emplois et d'aider à une certaine mobilité professionnelle. Elle en est maintenant incapable d'autant que dans le même temps le système de formation ne s'est pas développé. L'agence se démasque actuellement, en particulier aux yeux du personnel, pour ce qu'elle est : un instrument pour gérer le chômage, pour le maintenir dans des limites socialement supportables.

TS : Dans ce contexte peut-on envisager des luttes d'autoréduction, du temps de travail par exemple, pour le personnel ?



File d'attente devant un bureau de l'ANPE dans le 9^e arrondissement.

R : Il n'y a pas encore les forces nécessaires pour lancer une grève du zèle nationale, mais un certain nombre d'agences ne sont déjà « autoréduites ». Au lieu de recevoir 18 personnes par jour (soit une toutes les 20 minutes), elles n'en ont reçu que 12. C'était important contre la direction qui tentait d'augmenter les cadences pour faire recevoir 20 ou 24 demandeurs par jour. Cela signifiait que les travailleurs de l'agence refusaient de limiter leur travail à l'inscription des demandeurs d'emploi et se ralliaient évidemment à la revendication d'embauche de nouveaux personnels.

En raison de la diversité des si-

tuations locales, et même si nous revendiquons la réduction du temps de travail sans perte de salaire et en particulier les 35 heures, il n'y a pas cependant de mot d'ordre d'ensemble d'autoréduction des cadences pour l'instant.

TS : Quels objectifs aura le mouvement revendicatif de novembre ?

R : Il y en a trois.

La gestion du personnel est aberrante et se fait au « pilotage à vue » au gré des notes de services. Nous voulons un statut du personnel qui permettrait d'obtenir des garanties et de dépasser les divisions qu'essaie d'introduire la direction (problème des vacataires, prime mensuelle assujettie à la présence qui devrait être intégrée dans le salaire mensuel, prime annuelle uniforme pour tous).

Les conditions de travail, dont nous avons déjà parlé, doivent être améliorées.

Nous refusons l'opération « vente des demandes d'emploi » que l'agence vient de lancer à l'instigation du gouvernement. Il s'agit en fait de radier un certain nombre de chômeurs. Nous ne pouvons accepter cette manœuvre crapuleuse.

TS : Quelles en seront les conséquences pour les chômeurs éventuellement radiés ?

R : L'agence va, en trois étapes et d'ici Noël, installer un contrôle supplémentaire, par questionnaire, qui s'appliquera à tous les deman-

locataires sont sérieux, les autres sont en quelque sorte des « faux chômeurs » à éliminer ! Comme toujours il s'attaque aux catégories défavorisées du système actuel... Pour faire accepter cela au personnel, il met en avant le fait « d'avoir des fichiers vivants sur lesquels on peut travailler » ! Craignant des réactions, il fait cependant faire le travail lié à cette circulaire à des ateliers protégés, ou carrément sous la responsabilité du chef de l'agence...

TS : Ne peut-on s'étonner d'une telle mesure qui est à la limite de la provocation ? Le gouvernement se sent les mains bien libres...

R : Les luttes sur l'emploi, comme les structures organisationnelles pour les chômeurs, n'ont guère débouché jusqu'à maintenant. Le gouvernement se sent donc à l'aise. Contre les radiations de chômeurs, quelque chose doit être possible. Ce n'est pas gagné mais cette mesure peut être un atout supplémentaire pour les travailleurs. A nous tous de nous en saisir pour dépasser l'impuissance stratégique des partis et syndicats contre la crise. Au-delà de l'action du personnel que nous allons appeler à s'opposer à cette mesure, il faut alerter les demandeurs d'emploi. Il s'agit d'une bataille qui doit mobiliser tout le monde, demandeurs d'emploi, personnel de l'ANPE mais aussi confédérations syndicales et partis politiques.

Nous prendrons de plus nos res-

deurs d'emploi non allocataires (ceux que ne secourent ni les 30%, ni l'aide publique, ni l'Assedic). Ceux qui ne répondront pas dans les 8 jours seront radiés, même s'ils ont pointé régulièrement, et perdront, avant tout nouvel emploi, le bénéfice de la Sécurité sociale et des allocations familiales...

Cette mesure vise les jeunes à la recherche d'un premier emploi, les femmes qui essaient de retravailler, les immigrés, ceux qui, n'étant pas encore inscrits, ont un dossier en attente. Certains, les travailleurs immigrés par exemple, n'auront pas quand ils sont isolés toutes les données pour remplir ce questionnaire. Pour le gouvernement, seuls les al-

ponsabilités en accord avec les confédérations pour une action en direction des demandeurs d'emploi. Déjà certaines sections départementales participent au travail sur les comités de chômeurs avec des unions départementales. Plus précisément nous pensons important d'instaurer un contrôle militant de l'information dispersée, du respect des droits des demandeurs d'emploi (dénonciation des offres racistes par exemple), de lutter pour la suppression du pointage et de mettre en place des circuits de contre-information.

Propos recueillis par
Yves BAROU ■

Réponse à Rouge

Polémique ou dialogue ?

● La rencontre des mini-Lip a réuni à Besançon, les 25 et 26 octobre, 110 militants et non pas 60 comme l'ont annoncé la plupart des journaux. Un article de Rouge reprend à notre étonnement ce chiffre de 60. Mais ceci est un détail.

C'est sur le fond que cet article mérite réflexion. On comprend le dépit de la LCR de ne pas avoir été associée dès l'origine à l'appel pour cette réunion d'entreprises en lutte sur l'emploi. Ce sont en effet nos camarades de la section PSU de Besançon qui l'ont organisée. Leur objectif n'était pas d'en faire l'événement de la rentrée sociale, ou une confrontation des seuls militants révolutionnaires.

Parce qu'elle a évité ces deux écueils, la rencontre a permis un dialogue, un échange sur les principaux problèmes actuels du mouvement ouvrier. C'est pour cela qu'elle aura des suites. Si elle n'avait eu comme seul objectif que l'élaboration d'une stratégie politique commune au PSU, à la LCR et Révolution dans les entreprises, un nombre encore plus restreint de délégués représentatifs de boîtes en lutte y aurait participé.

On comprend mal par contre la critique acerbe de la LCR. Invitée en tant qu'organisation politique, il est de son droit de porter un jugement sur l'initiative prise par le PSU. Mais il est pour le moins scandaleux de traiter de « sectaire et manipulateur » une rencontre dont l'objectif était clairement énoncé. Sur ce point Révolution, dans son dernier numéro, exprime un point de vue beaucoup plus proche de la réalité.

Qu'une série d'entreprises en lutte n'aient pu être représentées ne relève pas seulement des organisateurs. Beaucoup parmi ceux qui étaient invités ne sont pas venus à Besançon. Par contre tous ceux qui ont participé (y compris des militants de la LCR) se sont accordés pour se féliciter de la richesse du débat en commissions. Ils se sont accordés aussi pour reconnaître qu'une stratégie offensive ne s'invente pas en deux jours de débats.

Nous portons comme la LCR des jugements sur les stratégies syndicales, sur les luttes sociales. Il n'est pas dans notre intention de refuser d'en discuter avec qui que ce soit. Mais avant d'aboutir à une réunion nationale de délégués comme le propose la LCR, il faudrait débattre des problèmes de fond. Sur le rôle des révolutionnaires dans les syndicats, sur le rapport mouvement de masse-parti, nos deux organisations ont des désaccords. Si le dialogue doit s'instaurer avec des polémiques diffamatoires et stériles du type de l'article de Rouge, gageons qu'il risque d'être moins positif et moins porteur d'avenir que celui qui a réuni les militants ouvriers de toutes tendances (y compris du PS et du PCF) à Besançon. Camarades de la LCR, ce serait bien dommage pour tous.

Pierrot REGNIER ■

● L'Alsace : pays de cocagne ?

Dans la crise de l'emploi, l'Alsace fait figure de privilégiée : le taux de chômage est le plus faible de France et la presse de notre parti parle même d'un mouvement de main-d'œuvre vers l'Alsace ! Cette analyse, pour juste qu'elle soit, révèle une connaissance pour le moins déformée. La réalité économique et sociale n'est pas celle que l'on croit à la lecture des chiffres officiels.

L'Alsace est la région où le taux de chômage a le plus augmenté en un an : 167,5 % entre septembre 1974 et septembre 1975 ! Sur 1 060 chômeurs dans la région de Sélestat, 600 ont moins de 25 ans ! Deux bourgades, Barr et Benfeld, risquent l'asphyxie par la menace de fermeture des entreprises Capla (cuirs). Les

frontaliers commencent leur reflux... Les salaires féminins sont parmi les plus bas de France. Chez Buckingham-France à Scherwiller, les salaires sont inférieurs au SMIC et l'entreprise pratique constamment le chantage à la fermeture.

Si l'Alsace peut être présentée comme une région de rêve, c'est pour les bénéficiaires des entreprises (2^o rang) et les salaires des patrons (3^o rang) qui sont obtenus par une exploitation des travailleurs — et travailleuses surtout — plus féroce qu'ailleurs.

La CFDT organise une grande marche sur Sélestat le samedi 8 novembre avec pour thème « pour un socialisme autogestionnaire »

● Comsip : ce n'est pas fini

Le lundi 27 octobre, à cinq heures du matin, 400 CRS ont investi le siège de la Comsip à Rueil et en ont chassé les travailleurs qui l'occupaient depuis 20 jours pour s'opposer aux 750 licenciements décidés par la direction. Face aux travailleurs qui défendent leur emploi, la direction et le gouvernement n'ont pas d'autre réponse que l'envoi de la police.

Les 750 licenciements ne sont pas le résultat de la crise : ils sont dus à la volonté du patron d'en profiter pour assurer une meilleure rentabilité : la direction de Comsip ne doit-elle pas encaisser 1 300 millions d'anciens francs du gouvernement (juste ce qu'il faut pour payer les indemnités de licenciements ?).

D'ores et déjà la solidarité joue : au niveau international, les travailleurs des chantiers de Comsip situés en Algérie, au Canada, en Belgique ont déclenché des

grèves de soutien. Au niveau local, des distributions de tracts et des quêtes sur les marchés sont faites par des militants appartenant tant aux partis de gauche ou révolutionnaires qu'aux syndicats ouvriers ou familiaux (APF, ASF).

Mais on peut regretter qu'un comité de soutien, ouvert à toutes les organisations de travailleurs sans exclusive, n'ait pu être constitué. Pourtant les travailleurs de la Comsip souhaitent vivement la création d'un tel comité qui aurait rendu plus efficace la popularisation de leur lutte et l'organisation du soutien financier.

Le PSU, quant à lui, n'épargnera aucun effort pour que l'unité populaire autour des travailleurs de Comsip se réalise, car il considère que leur combat est celui de tous les travailleurs.

● Sonacotra : les foyers en lutte



28 foyers Sonacotra sont en grève dans la région parisienne depuis le 1er septembre pour riposter à l'augmentation du prix de la journée. En province sont touchés les foyers de Dunkerque et Nancy.

La CGT a réussi à mettre sur pied, à partir du foyer « Allende », une coordination cégétiste des foyers en grève de la Seine-Saint-Denis. Elle ne regroupe que quelques foyers mais reçoit l'appui des municipalités communistes du coin. Par ailleurs, une coordination autonome des foyers en lutte s'est constituée, regroupant la majorité des foyers. Cette coordination entend rester maîtresse tant du contenu que de la forme démocratique de la lutte (comités élus par foyer).

La direction de la Sonacotra a saisi l'opportunité de cette division du mouvement pour engager, sur sa demande, avec l'union départementale de Seine-Saint-Denis une négociation sur la hausse et sur la libéralisation du règlement intérieur.

La coordination autonome des foyers où luttent notamment les délégués du foyer Romain Rolland de Saint-Denis (10^{ème} mois de grève) n'entend pas que la CGT négocie à la place et sur le dos des résidents. Celle-ci a, en effet, pris en considération comme base

de discussion une proposition de la Sonacotra de limiter à 9 % la hausse depuis le 1er janvier et a accepté le principe d'une clause du règlement permettant l'expulsion immédiate par le directeur d'un résident pour violence, voie de fait, détérioration de matériel. Depuis est intervenue la condamnation de résidents du foyer « Allende » ; ceux-ci risquent l'expulsion, la CGT a suspendu les négociations...

Le succès de cette grève dépendra de la manière dont la coordination autonome assurera la mobilisation massive des résidents face à la direction de la Sonacotra qui ne veut reconnaître comme interlocuteur valable que la responsable CGT. Le succès dépendra aussi de la mise sur pied rapide, à côté des comités de coordination, et sous son contrôle permanent, d'un comité de soutien large d'assistance technique pour la popularisation de la grève. De plus la Sonacotra est pressée de l'arrêter.

Le PSU soutient cette lutte pour la reconnaissance du statut de locataire, pour la baisse du prix de journée, pour le droit de réunion, d'expression, de visite, pour l'égalité complète des droits entre tous les ouvriers immigrés et français.

La mort de la convention

Depuis 1960, le système conventionnel régit les structures de la médecine libérale : directement 80 % de la médecine de soins et indirectement les autres 20 % (hôpitaux, centres de santé...). La convention de 1971 expirait au 1er mai 1975, elle a été prorogée jusqu'au 31 octobre. Depuis le 1er novembre c'est le vide ; pourtant aucun problème technique n'empêchait son renouvellement. Adversaires et complices, la hiérarchie médicale et le patronat sont en simple désaccord sur le partage du gâteau.

Le corps médical (Ordre et syndicats) veut garder un large secteur libre fortement rentable pour « l'élite ». Il veut poursuivre le développement d'une médecine spéciali-

tence de la formation de médecins praticiens et la dégradation de leur standing économique et social assurent le patronat que le plus grand nombre des médecins sera candidat au travail

On assiste à des mutations incompréhensibles si ce qui précède n'est pas vrai.

La FMF (Fédération des médecins de France), qui fut de tout temps farouchement anti-conventionniste, est prête à signer la plus « austère » des conventions pourvu qu'on ne touche pas au secteur libre : droit permanent à dépassement (DP), activité privée à l'hôpital, des hospitaliers à temps plein, « expertises » de toutes sortes, etc. La Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) qui, naguère, collabora avec les grandes centrales ouvrières en

On inventa le « libre choix » qui interdisait les accords contractuels (article 18 d'aujourd'hui), « le paiement à l'acte » qui garantissait la libre entreprise en médecine avec toutes les déviations que l'on connaît, « la liberté de prescription » qui ne garantit effectivement que la liberté de production de la branche pharmaceutique de l'industrie chimique.

En fait ces trois concepts, dans ce qu'ils ont d'utile, de même que le secret professionnel, sont parfaitement compatibles avec tout autre système de santé. Dans la mesure où ils gênent le système libéral, ils sont tous les jours oubliés (33% de médecins libéraux acceptent des salaires pour un temps partiel où l'absence de « libre choix » des patients ne les gêne en rien). Le paiement à l'acte n'empêche pas 66% des médecins, et plus sans doute, d'accepter toutes sortes de travaux à rémunération forfaitaire (« Securex » aux PTT, à la SNCF ; experts de compagnies d'assurances, des tribunaux, des laboratoires pharmaceutiques, des caisses de Sécurité sociale, des fabricants de produits de beauté).

Pour plus de sûreté, et sans attendre la révolution que l'élection de M. Mitterrand ou de M. Rocard à la présidence de la République ne manqueront pas de nous apporter, il existe un consensus professionnel et social suffisant pour proposer et faire imposer un certain nombre de mesures qui amorceront un changement radical dans les structures de santé.

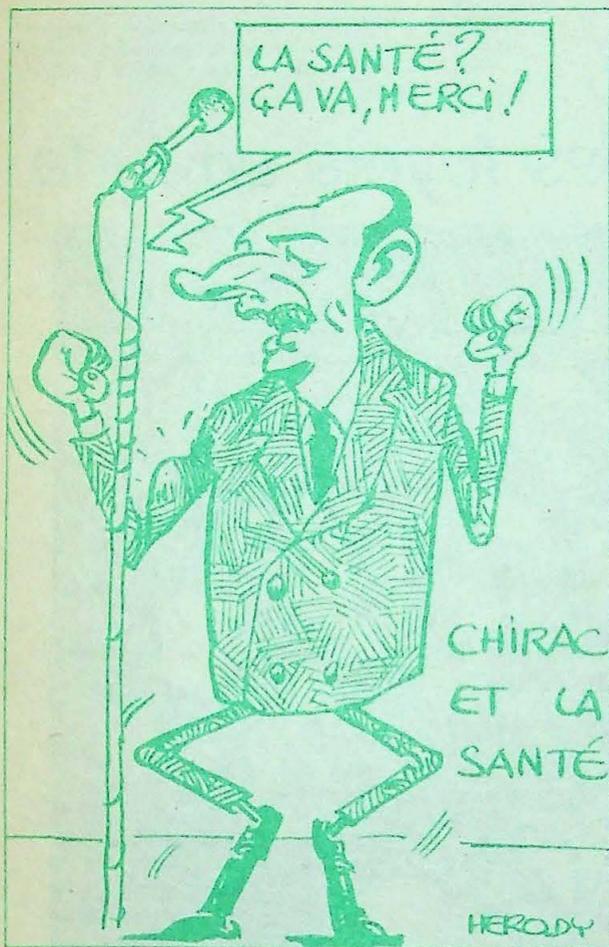
● Faire proroger la convention actuelle pour une courte durée — 6 à 12 ans — et éviter au système actuel de se consolider dans une nouvelle convention de quatre ans.

● Proposer de toute urgence des assises de la santé à toutes les organisations auxquelles les assurés font confiance et à des éléments progressistes des professions de santé pour mettre au point d'abord et imposer ensuite des transformations radicales :

— Suppression du paiement à l'acte pour toutes les professions de santé ; attaquer l'idéologie médicale sans détruire son fondement économique, c'est de l'« infantilisme politique ».

— Etablissement d'une carte sanitaire sur la base d'unités géographiques à l'échelle humaine sur un modèle simple :

a) unités médico-sociales de base insérées dans les quartiers qui sont des centres de soins, de



sée, technicienne, sophistiquée, fragmentaire assurant profit et confort matériel à la couche dominante du corps médical.

la bataille de l'article 18

Le patronat ne voit aucun inconvénient à cela mais voudrait, veut, avoir le contrôle du secteur dit « social ».

C'est le véritable sens de la bataille menée contre l'article 18 qui interdit aux caisses (c'est-à-dire aux représentants du patronat et à M. Derlin de FO) d'ouvrir des centres de soins sans l'accord des organisations syndicales de la médecine libérale. La technicisation forcée de la médecine de soins et même de la médecine préventive, l'inexis-

dans ces centres ; le doublement du nombre des médecins en cinq ou six ans garantit la réalisation du schéma.

Il suffira alors de quelques aménagements de détail pour consacrer un projet patronal vieux de dix ans : le double secteur. Un secteur libre pour la bourgeoisie et la gauche fortunée ; un secteur « Securex », baptisé « social » comme il se doit, chargé de limiter les dépenses médico-sociales pour assurer, comme chacun sait, la compétitivité de l'industrie. Bien entendu le système de santé devra continuer à fournir des débouchés à l'appareil de production sanitaire (immobilier, matériel dont l'obsolescence rapide sera planifiée, médicaments, laboratoires...).

vient à une véritable provocation de l'opinion publique et des médecins en imposant l'Ordre des médecins dans le système conventionnel.

un traquenard

Ce vide apparent est un traquenard qu'il faut écarter ; il faut faire un point rapide de la situation et prendre les devants.

« La charte de la médecine générale », que l'on va sans doute invoquer à nouveau, fut inventée dans les années '25 contre la mutualité et les assurances sociales naissantes. Les mutualistes et les assurés sociaux étaient susceptibles de vouloir contrôler l'utilisation de leurs cotisations.

TAGE DU GATEAU

prévention, d'information sanitaire et sociale... et qui ont fait leurs preuves à l'étranger ;

b) unités d'hospitalisation médicales et chirurgicales proches du cadre de vie avec un plateau technique correct pour l'exercice des spécialités authentiques ;

c) hôpitaux de secteur, véritables centres de soins intensifs où les séjours doivent être brefs.

— A ces trois niveaux et pour le secteur dans son ensemble, la gestion dans le cadre d'un budget prévisionnel harmonisé avec le budget national du système de santé doit être confiée à une majorité d'assurés ; les professions de santé et l'administration doivent y participer.

— La production pharmaceutique doit être mise dans l'impossibilité absolue d'intervenir dans l'information pharmacologique à la faculté et sur le terrain de la pratique médicale.

— Le cloisonnement entre médecine de soins et médecine préventive est un non-sens partout dénoncé auquel il faut mettre un terme.

— Le tiers-payant est une revendication syndicale du moment qu'il faut appuyer dans les conditions économiques actuelles des travailleurs. Mais c'est la pire de toutes dans les structures actuelles car il donne lieu à un gâchis insoupçonnable de l'extérieur.

— La gratuité des soins est le complément indispensable de la suppression du paiement à l'acte.

— Les étudiants doivent se préparer à leur métier, dès le premier jour de leurs études, dans tous les niveaux de la pratique et non pas attendre la quatrième année d'études pour entrer dans des services hospitaliers hautement spécialisés où l'enseignement n'a aucun rapport avec leur pratique future.

— La formation continue, la prévention, l'information du public doivent faire partie intégrante de l'activité des personnels de santé au même titre que l'activité de soins.

Ces réflexions n'ont pas la prétention de constituer un « programme santé », mais ce sont des mesures largement souhaitées, matériellement réalisables, et qui font sauter les verrous hypocrites vers une autre conception de la santé et accessoirement de la médecine.

G. GRANIER ■

Sur 100 malades ayant été proposés au bénéfice de l'article 293 du code de Sécurité sociale (remboursement à 100 %) en 1973, 60 % habitaient les agglomérations de Paris, Lille, Marseille, Lyon (à peine 25 % de la population).

En 1973, pour l'ensemble des maladies cataloguées, 359 572 demandes d'admission au bénéfice de l'article 293 ont été faites auprès de caisses ; 30 % étaient des « maladies mentales », l'immense majorité dans les grandes villes.

Par rapport au PNB, les dépenses de santé représentent : 6,7 % aux USA ; 6,2 % au Canada ; 6,4 % en Suède ; 5,9 % en Hollande ; 6,7 % en France ; 4,6 % en Angleterre. La gratuité des soins est le système le moins coûteux.

La presse bourgeoise annonce la faillite du service national de santé anglais. En fait la révolte des hospitaliers anglais tient à ce que les travailleurs hospitaliers et le gouvernement anglais veulent supprimer le secteur privé dans les hôpitaux publics.

Il y a en France 140,6 médecins pour 100 000 habitants. Paris en a 482 ; 76 départements moins de 140 ; 34 moins de 100 ; 5 plus de 200.

Demographie psychiatrique
415 dans la région parisienne ; 1 dans le 20^e ; 2 dans les 18^e et 19^e ; 11 dans la Seine-Saint-Denis ; 77 dans le 16^e (pauvres gens !).

Le budget de la Sécurité sociale en 1973

— consultations et visites (généralistes et spécialistes de ville) : 6,45 % ; pharmacie : 15,29 % ; séjour à l'hôpital : 41,53 % ; toutes indemnités journalières : 12 %. Les examens radiologiques seuls coûtent plus cher que la totalité des consultations des généralités : 3 %. Depuis 1973, la pharmacie et le séjour à l'hôpital ont énormément augmenté par rapport à tous les autres secteurs.

Les indemnités journalières de moins de 3 mois représentaient dans le budget de la Sécurité sociale en 1971 : 7,71 %, en 1973 : 7,66 %. Où est donc cette croissance fantastique de l'absentéisme que le patronat et son complice Lortat-Jacob ont invoqué pour justifier Secures ?

Accident du travail en 1974
2 600 000 accidents déclarés ;
38 000 000 de journées perdues ;
460 milliards d'anciens francs de frais.

Près de 2 000 000 de travailleurs sont affectés d'une incapacité partielle permanente liée à un accident du travail.

Interview d'un travailleur de l'hôpital Pellegrin à Bordeaux

TS : A l'heure actuelle, et ce n'est pas nouveau, les travailleurs de l'hôpital se trouvent confrontés à de graves problèmes. Le plus crucial est, sûrement, celui du manque de personnel.

Réponse : Le manque de personnel soignant n'est pas un fait nouveau. Depuis longtemps déjà, ce problème a été dénoncé même au niveau gouvernemental où l'on a essayé de nous apitoyer sur le manque crucial d'infirmières dans les hôpitaux. Mais c'est ce même gouvernement, avec l'aide de ses valets que sont les administrateurs des structures hospitalières, qui renforce de plus en plus les critères de sélection pour l'entrée dans les écoles d'infirmières, impose aux travailleurs de l'hôpital des conditions de travail chaque fois plus astreignantes (roulements continuellement perturbés, doublages de service, repos hebdomadaire donné de façon irrégulière).

La politique de santé qu'ils nous imposent depuis trop longtemps entraîne un manque de personnel, ce qui entraîne une aggravation dans nos conditions de travail, ce qui entraîne de nouvelles hémorragies de personnel dans les services. Nous allons à grands pas vers la destruction du service public en faveur du secteur privé.



TS : A quelle situation êtes-vous confrontés ?

R : Alors que les besoins ne cessent d'augmenter, les effectifs des hôpitaux ne cessent de diminuer et, pourtant, la direction générale vient encore de licencier du personnel. Par contre, elle propose de « boucher » les trous avec des élèves infirmières sous-payées et des élèves hospitalières qui n'ont pas suffisamment de formation pour assurer le fonctionnement des services avec la sécurité voulue. Cette mesure a pour autre désavantage, et il est de taille, la fuite des élèves infirmières de l'hôpital dès l'obtention de leur diplôme car elles s'aperçoivent concrètement des conditions de travail déplorables qu'elles ont subies pendant leur stage.

TS : Pourtant quand on se promène dans l'enceinte de l'hôpital Pellegrin, on voit « pousser » de nouveaux bâtiments. Apparemment on investit beaucoup d'argent.

R : Parallèlement à cet état de fait, l'administration pratique encore et toujours une politique de prestige en dépensant des milliards dans la construction de nouveaux bâtiments alors qu'elle sait pertinemment qu'elle ne peut les remplir faute de personnel.

Il ne peut être question de continuer cette politique de prestige. Il faut refuser l'ouverture de nouveaux services alors que, dans ceux qui existent, la sécurité des malades n'est plus assurée faute de personnel.

TS : Si je comprends bien, il va falloir transformer les panneaux « Silence hôpital » en « Danger hôpital ». Que comptez-vous faire, face à cette situation ?

R : Le personnel de l'hôpital se trouve confronté de plus en plus avec les hospitalisés et leur famille qui dénoncent le manque d'efficacité dans les soins. Les travailleurs ne peuvent plus se taire devant l'irresponsabilité de l'administration.

Nous ne voulons plus garder le silence sur le scandale que sont devenus les hôpitaux. Déjà des actions sont en cours et, pour la première fois depuis longtemps, la lutte unit tout le personnel puisque en traumatologie le chef de service, les surveillantes, le personnel, et les organisations syndicales font bloc pour dénoncer la responsabilité de l'administration. ■



Le Liban dans l'impasse

Notre camarade Jean Jullien, récemment revenu de Beyrouth, fait ici un premier bilan de la guerre civile.

Le dernier article d'Alain Tlemcen, les cinq articles d'Eric Rouleau dans Le Monde (20 au 25 septembre), montrent que la société libanaise, bloquée depuis près de vingt ans sur tous les plans, politiques, sociaux, économiques, vit une crise d'autant plus grave et sanglante que l'éclatement des contradictions a été malicieusement repoussé par la bourgeoisie libanaise, musulmane ou chrétienne. Le Liban, entité nationale déjà précaire, avec ses institutions reposant sur un partage confessionnel des postes, ne pouvait qu'éclater.

Compte tenu de la détermination et de l'armement de diverses parties, cet éclatement ne pouvait être que sanglant.

En mars déjà, une première crise sociale — opposant les pêcheurs de Saïda et l'armée qui avait tiré sur la foule et tué le député de cette ville — avait permis à la droite libanaise chrétienne, et en particulier au parti des phalanges (Kataëb), de manifester son soutien à l'armée, et au système libanais

marquée des Kataëb d'en découdre, aboutirent aux incidents d'avril entre milices de droite et police militaire palestinienne.

A la suite de ces incidents, la droite chrétienne et musulmane réagit en faisant nommer un gouvernement mili-

Mais cette opposition politico-confessionnelle reste très hétérogène, si ce n'est hétéroclite. Ses milices ont reçu depuis quelques années l'appui politique et économique (fourniture d'armes) de la résistance et de certains pays arabes dont les buts sont parfois divers. Sur le plan politique la formation du gouvernement Karamé, imposée contre la volonté de Frangié, favorable aux thèses les plus réactionnaires, constitue une victoire pour l'opposition.

Deux mois de conciliabules inutiles au sein du « comité national pour le dialogue » devaient entériner définitivement les désaccords, les uns refusant de remettre en cause le système avant que la « paix civile » ne soit rétablie, les autres demandant la réforme immédiate des

Personne, si ce n'est des personnalités de second rang, n'y a répondu.

Une solution palestinienne sans Palestine

Arafat vient personnellement d'intervenir auprès du tandem Salam-Eddé pour lui demander de participer à ce comité (29 octobre 1975). Que recherche l'OLP et quelle est sa position tactique face à cette crise ?

L'OLP, qui accuse la droite libanaise d'avoir fomenté des troubles visant à sa liquidation est gênée par cette crise dans la poursuite de sa lutte politique et militaire contre Israël. Elle tend donc à favoriser toute entreprise de réconciliation nationale, séparant parfois les antagonistes à la place des forces de sécurité intérieure. Certains Palestiniens cependant pensent que « la route de Tel Aviv passe par Beyrouth » comme elle passait par Amman, et Arafat sait ce qu'il est advenu en Jordanie.

Certes le rapport de forces militaire est l'inverse de celui qui régnait à Amman, et l'armée comme les milices de droite ne pourraient guère tenir que les montagnes face à la puissance de feu palestinienne, mais l'OLP est consciente des risques d'escalade d'un tel engagement de sa part dans la crise. L'urgence de l'établissement d'un pouvoir palestinien sur toutes portions de territoire libéré est plus que jamais ressentie.

En effet la riposte israélienne dans le sud serait presque immédiate et, face aux dangers militaires d'une prise à revers par l'ouest de Damas, l'occupation syrienne de l'est du pays interviendrait elle aussi. Situation éminemment favorable à l'état d'Israël !

Les Palestiniens seraient alors contraints de contrôler et d'organiser un territoire qu'ils ne revendiquent pas, ce qui permet à certains d'entrevoir une solution au problème palestinien sans Palestine.

Un Liban chrétien, un Liban musulman, une zone occupée syrienne, dans ou hors ce dernier, une zone occupée israélienne, si ce n'est annexée, étant donné les visées des Israéliens sur la vallée du Litani, voilà ce qui peut arriver dans les semaines, si ce n'est les jours qui viennent. Face à cela, certaines voix (Edouard Sablier à Radio France par exemple) appellent plus ou moins ouvertement à une intervention occidentale.

Ces voix qui traduisent les mêmes idées et les mêmes buts que les Kataëb et leurs alliés prêchent dans le désert. Car aucun impérialisme ne va s'enliser au Liban, surtout quand son partage, s'il se fait sans trop de conséquences militaires dans la région, c'est-à-dire si Kissinger modère les Israéliens, peut permettre de fixer les Palestiniens et de les détourner de leur lutte militaire et politique.

Mais est-il encore possible de choisir la concorde nationale au Liban pour pouvoir concentrer toute l'action contre Israël ? La libération nationale ne peut pas ne pas tenir compte de la lutte de classe et des réalités de la région quelles qu'elles soient.

De nouveau, plus que jamais, se pose à la résistance palestinienne le problème du choix...

Jean JULLIEN ■

Quelles que soient les raisons ambiguës qui ont poussé le gouvernement français, l'OLP a maintenant un bureau d'information en France. Pour l'OLP, c'est un succès et un moyen de renforcer son action.



que les Palestiniens étaient accusés de mettre en péril en constituant un Etat dans l'Etat.

Une Suisse devenue Irlande

Il est certain que la présence des Palestiniens, et l'activité de certains groupes posaient de réels problèmes ; mais les Kataëb, en en faisant leur bouc émissaire, tendaient déjà à regrouper autour d'eux tous ceux qui avaient « quelque chose à défendre contre le communisme ». D'autres en d'autres temps ont fait la même chose avec les juifs.

Cette politique des Kataëb correspondait évidemment au développement des contradictions libanaises, tant sur le plan social (développement de la lutte des classes), que sur le plan économique (stagnation du développement face à des structures étatiques et sociales inadaptables) ou sur le plan politique (... du système politico-confessionnel de l'Etat).

L'activité parfois aventuriste de certains groupes palestiniens (FPLP notamment), et la volonté de plus en plus

taire. La réaction fut immédiate et, dès le lendemain, Beyrouth était divisée en quartiers et camps retranchés. La guerre civile, guerre de position et de tranchée, commençait.

Entre le Texas et la Sicile

Cette situation est pratiquement inchangée. Beyrouth, comme le Liban, est militairement divisée en deux zones, la première est contrôlée par la droite chrétienne (Kataëb, chamouniste) et ses milices, la deuxième par l'ensemble des forces d'opposition politiques ou confessionnelles.

On trouve dans cette opposition de nombreuses organisations « progressistes » exprimant la volonté réformatrice des moyens ou petits-bourgeois musulmans qui ne profitent pas du système autant que leurs collègues chrétiens. On rencontre surtout la presque totalité de la communauté chiite, pauvre, vivant misérablement dans des bidonvilles, prolétaires sans traditions ouvrières,

institutions, en particulier de la loi électorale. Face à l'urgence de la situation, Saëb Salam (droite musulmane, liée à Raymond Eddé, droite chrétienne) demandait de manière pressante à Gemayel qu'il accepte les réformes qui puissent sauver « l'essentiel » de l'édifice libanais (L'Orient le Jour du 21 octobre 1975).

Aujourd'hui aucun quartier n'est épargné ; même Hamra, le quartier de la banque, de la radio et des grands hôtels est coupé en deux. Le pays devant la crise et la résistance des classes dirigeantes, mais aussi devant la crise politique, l'hétérogénéité, les perspectives dépassées de l'opposition bascule dans la frénésie politico-confessionnelle.

Des deux côtés, à côté des combats, les crimes, les massacres, les mutilations se succèdent dans une hystérie de vengeance devant laquelle, impuissant, Karamé a lancé un dernier appel à la constitution d'un « comité pour la sécurité » qui devait siéger sans discontinuer jusqu'à ce qu'un réel cessez-le-feu entre en vigueur.

la succession de Juan Carlos

Ce qui est à l'ordre du jour, ce n'est pas tant la succession de Franco que la succession de Juan Carlos. Certes Juan Carlos semble avoir opté pour la continuité, mais en fait, diverses possibilités se présentent.

Il existe un courant ultra qui sait que la fin de Franco signe sa propre fin. Ce sont eux qui sont le plus violemment opposés à l'ouverture. Ils poussent à la constitution d'un directeur militaire.

Un coup de l'extrême droite pourrait être très meurtrier mais resterait sans perspective. Une relance du franquisme ne pourrait qu'accroître les dissensions dans l'armée. Le PCE l'a bien compris et a déclaré qu'en cas de coup d'Etat de droite il prendrait les armes.

quel type d'ouverture ?

Une victoire durable du fascisme n'est pas possible sans une nouvelle défaite historique du mouvement ouvrier. Aussi le fascisme ne peut rester dominant en Espagne dans une Europe dont le Sud est « travaillé » par la poussée populaire.

Le problème essentiel est donc de savoir quel type d'ouverture pourra être proposé. Et, sur ce point, le désaccord est grand dans le secteur favorable à l'ouverture. Le gouvernement devra-t-il être ouvert à tous les partis (sauf aux communistes et à l'extrême gauche) ou devra-t-il exclure aussi la gauche « sensée ».

Des contacts semblent avoir eu lieu entre Arias Navarro, Ruiz Jimenez (DC) et Felipe Gonzales (PS). Ceux-ci ont, pour le moment, décliné l'offre et refusé de participer à un gouvernement où il n'y aurait pas les communistes.

Dans cette affaire, ce qui finalement est décisif, c'est le pouvoir militaire. L'armée reste aujourd'hui la principale inconnue. Les troupes sont consignées dans les casernes, on dit que le plan Valchiria-Saturno a été mis en place. Ils s'articulent en trois phases. Verte : concentration des troupes dans les casernes, les gouverneurs civils exercent le commandement. Orange : les gouvernements civils tiennent informés les commandos militaires. Rouge : tout le pouvoir passe aux militaires (en cas d'insurrection, etc.). On en serait à la phase orange !

Il est évident que, dans ce contexte, l'unité des forces d'opposition peut jouer un rôle essentiel. En effet, ou bien elles se divisent, une partie appuyant un gouvernement d'ouverture, l'autre restant dans l'illégalité ; ou bien elles restent unies pour obtenir un changement qui casse les institutions du régime.

Depuis un certain temps la junte démocratique poussait la plate-forme de convergence démocratique à constituer avec elle

l'alliance démocratique avec comme perspectives la formation d'un gouvernement provisoire, l'amnistie de tous les prisonniers politiques, des élections libres.

une démarche importante

Une telle démarche était très importante au moment où on assiste à une unification graduelle de la droite et à une tentative de consolidation des équilibres autour du futur roi. Jusqu'à ces derniers jours, les organisations membres de la convergence étaient divisées, les unes se déclarant opposées à la monarchie, les autres ne souhaitant pas poser immédiatement le problème, la question de l'amnistie générale et des libertés politiques étant pour elles prioritaire.

Des divergences traversent la DC et le PSOE... La droite du PSOE, tout en se déclarant unitaire, reste fortement anticommuniste et s'oppose à l'inclusion, dans le front de l'opposition, des organes de base qui se sont développés ces dernières années. Pour le PSOE, le rôle politique essentiel dans cette phase de transition doit être assumé par une structure commune partis-syndicats. Certains éléments du PS espèrent pouvoir obtenir une reconnaissance légale, au détriment du PC maintenu dans l'illé-

galité, sans rupture avec le système.

Pratiquement inexistant sur le terrain jusqu'à une date récente, le PSOE est ballotté entre les deux courants essentiels de la social-démocratie européenne. Les Allemands les poussent dans la voie de la reconnaissance légale et s'opposent à tout rapprochement avec le PC. Les Français veulent éviter toute rupture irrémédiable avec le PC. Mais le PSOE sait qu'il peut espérer un développement relativement important dans certains secteurs s'il garde ses distances à l'égard du PC.

Aussi doit-on considérer comme une avancée importante la signature du document commun, le 30 octobre, entre la junte démocratique et la plate-forme de convergence démocratique. Le refus de la continuité, l'affirmation de la nécessité d'une rupture démocratique semblent indiquer que la droite du PSOE a dû reculer.

L'orientation prise par Juan Carlos n'y est sans doute pas pour rien. On notera qu'il n'est pas fait mention du gouvernement provisoire, point que le PCE posait comme essentiel pour une abolition réelle du franquisme. Au demeurant on ne peut que saluer la réalisation d'un tel accord. Plus que jamais pour la gauche socialiste, communiste et révolutionnaire, l'unité est à l'ordre du jour pour la mobilisation et pour empêcher que le fascisme ne se transforme en monarchie.

François DESMOULINS ■

Le 1er novembre,
à Hendaye

marche... ou crève ?

La marche sur l'Espagne a eu lieu, malgré l'interdiction et de nombreuses difficultés politiques. 15 000 marcheurs ont quand même manifesté leur soutien aux peuples d'Espagne dans leur combat contre le franquisme. Aujourd'hui de nouvelles initiatives, adaptées à la nouvelle situation, s'imposent. Initiatives (campagne de 6 heures unitaires pour l'Espagne...) dont nous espérons qu'elles pourront se préparer dans d'autres conditions que la marche. Certes nous pensons que cette initiative répondait à une attente.

Cependant le lapsus est significatif dans le titre de l'opération : on marche sur l'Espagne (du pied gauche ?), pas pour l'Espagne (ou contre Franco). Notons que les stratèges (anti-sectaires de base) ont oublié qu'entre Bayonne et Hendaye il y avait le pays basque, une partie d'Euzkadi. N'oublions pas que, dès le premier signe de marche, l'ensemble des organisations révolutionnaires ibériques, à l'exception du FRAP, a multiplié des mises en garde quant à la nature même de l'opération et à sa signification.

A vrai dire, jusqu'au dernier moment, l'objectif de la marche était à peu près obscur. A moins que les stratèges (anti-organisationnels, qu'alliez-vous croire) n'aient cru profondément anti-conformiste d'envoyer vers l'Espagne se faire tremper en novembre tous ceux qui se refusent à y aller bronzer en août. Tout ceci est très parisien...

Passons sur l'hystérie anti-organisationnelle qui a présidé à la mise en train de cette marche. Dehors la politique ! Collectif Eva Forest, on n'en veut pas, nous qu'on est la base (même pour certains des professionnels de base !), bref.

Cette affaire devrait s'achever par des excuses publiques des stratèges (autonomistes comme des fous) à l'égard des Basques, des Espagnols et de tous ceux qui ont marché... eux !

Sur les dizaines de milliers de gens, prêts à une action unie à la frontière 15 000 à tout casser se retrouvent à Bayonne, dont plus de la moitié « pour pas laisser tomber les copains » et « pour éviter des incidents ». La presse se fera l'écho de la réprobation de l'ensemble des mouvements basques. Certes les « marcheurs » sont amers, les militants mouillés et perplexes, la manif sinistre, les stratèges commentent.

Il dépend de nous tous, militants organisés ou non, « marcheurs » ou « pas marcheurs », qui sommes prêts à nous mobiliser pour toute cause, que les cuisines qui se sont joués de nous n'aient plus jamais l'occasion de récidiver. Il n'y a pour cela qu'une recette, une solution : que chaque problème politique d'importance soit exposé clairement à tous les niveaux et discuté unitairement dans un souci d'ouverture à tout le mouvement ouvrier.

J.T. ■



Angola-Portugal

le 11 novembre, une date clé

Le 11 novembre, date prévue par les accords d'Alvor, l'indépendance de l'Angola sera proclamée par le MPLA qui s'est affirmé comme le seul représentant légitime des aspirations du peuple angolais.

A cette occasion la gauche française est amenée à se prononcer clairement. Déjà, dans une réunion organisée à la Mutualité, le PC, le PSU, la CGT et la CFDT ont soutenu par leur présence le MPLA représenté par Paulo Jorge. L'absence de la FEN, et surtout du PS, a été très remarquée. On attend leur prise de position.

▣ Pendant ce temps l'impérialisme essaie de tout faire pour empêcher le MPLA de prendre le pouvoir en accroissant son aide au FNLA et à l'UNITA. Leurs chefs, Roberto Holden et Jonas Savimbi viennent d'être reçus à Paris. Au Portugal, voulant profiter du retour des troupes coloniales (25 000 hommes encadrés par des

empêcher les plus évidentes ingérences étrangères en Angola : la violation permanente de la frontière avec le Zaïre et l'intervention des troupes sud-africaines dans la région du Sud.

▣ Ce qui se passe en Angola n'est pas une guerre civile dans le sens habituel du terme. Le combat ne peut

forces dominantes avaient un projet de démocratie bourgeoise et libérale pour le Portugal et de néo-colonialisme pour les territoires africains. Au long d'une clarification croissante, à laquelle contribua la force victorieuse des mouvements de libération, il fût possible de transférer la souveraineté des colonies pour ces mouvements, en même temps que se définissait pour le Portugal un projet révolutionnaire. Il ne fait aucun doute que les avancées et reculs de la révolution portugaise et de la décolonisation marchèrent de pair. Les ennemis des peuples portugais et africains sont les mêmes, les conspirations ici et là furent toujours simultanées et ceux qui combattent le pouvoir populaire au Portugal et en Angola sont alliés.



officiers fascistes) et de l'agitation que vont mener les réfugiés angolais, la réaction essaie de rassembler les éléments d'une épreuve de force. Ce n'est pas un hasard si Spínola a rencontré à Paris les officiers de l'armée de l'air qui vont revenir : ce n'est pas un hasard si on vient d'arrêter deux officiers spinolistes en « réunion de complot » dans le Nord.

Au long de tous ces événements, dans l'armée portugaise établie en Angola, se reflétaient toutes les ambiguïtés, hésitations et contradictions du pouvoir politico-militaire de Lisbonne. Sans motivation pour le combat, sans direction politique ferme, les forces armées portugaises n'arrivaient même pas à

même pas être interprété, non plus comme un conflit entre mouvements rivaux qui, ayant des idéologies différentes, luttent pour le pouvoir. En réalité, il se développe une résistance populaire généralisée contre l'agression impérialiste. Les puissances impérialistes et leurs valets, contrairement au Vietnam où ils employèrent directement leurs armées, ne veulent pas courir en Angola le risque d'une déroute directe et humiliante. Pour cela, ils recrutent des mercenaires, exploitent le tribalisme, achètent des traitres pour arriver à leurs fins.

Il a souvent été dit que le 25 avril avait pour premier objectif la décolonisation. Mais il faut se rappeler qu'en ce même 25 avril, à part quelques officiers progressistes, les

Pendant ce temps les indécisions et contradictions se maintiennent au niveau politico-militaire, et l'on assiste à une remise en cause du processus révolutionnaire.

Le 11 novembre est donc dès maintenant une date clé dans le processus qui a montré le lien entre la décolonisation réelle et l'avancée du mouvement populaire au Portugal.

Les forces du mouvement ouvrier français doivent plus que jamais dénoncer le gouvernement français dans sa complicité active avec les ennemis du peuple angolais

B. RAVENEL ■

D'Helsinki à l'Europe du sud

Après les accords d'Helsinki où l'URSS a obtenu, sans nulle contrepartie, la reconnaissance du statu-quo territorial, établi à Yalta, on a pu s'attendre à un certain assouplissement de sa politique intérieure. Hélas, il n'en est rien. La troisième corbeille, qui devait faciliter la circulation des hommes et des idées, reste désespérément vide. Les déclarations d'intention n'ont pas reçu même un modeste commencement d'application, l'URSS ayant décidé que, dans ce domaine, seuls les accords bilatéraux pouvaient l'engager. Or, de tels accords tardent à venir. Même une concession aussi restreinte que l'attribution de visas de séjour, avec droit de voyages multiples, n'est pas jusqu'ici accordée aux correspondants étrangers.

★ Malgré le remous suscité par le raidissement dont sont victimes aussi bien les dissidents de toutes sortes que les juifs, candidats à l'émigration, ou les tartares de Crimée voulant réintégrer leur terre d'origine, les autorités soviétiques ne laissent prévoir aucun changement d'orientation et préparent le 25e congrès du PCUS dans un climat de tension et de vigilance renforcées. Il semble bien qu'au sein du Politburo le rapport des forces s'est déplacé en faveur des néostaliniens et que Brejnev lui-même, conservateur « modéré », est obligé d'en tenir compte.

Il y est astreint d'autant plus que, en dépit du succès emporté à Helsinki, la situation mondiale de l'URSS s'est affaiblie, comme le montre le recul de son influence au Moyen-Orient, en Asie du Sud-Est, en Afrique noire et, sauf Cuba, en Amérique latine. Ne signalons qu'à titre d'exemple l'attitude prise à Moscou par le premier secrétaire du PC vietnamien qui, après avoir mis sur le même pied l'URSS et la Chine, s'est carrément réclamé de l'appartenance du Vietnam au camp des pays non-alignés et non à celui des pays communistes. Quant à la Yougoslavie, son rapprochement avec la Chine, lors de la visite de son premier ministre à Pékin, et la condamnation de l'impérialisme (américain) et de l'hégémonisme (soviétique) montrent la distance qu'elle prend à l'égard de l'URSS.

Le projet soviétique d'encerclement de la Chine, grâce à un pacte de sécurité asiatique, n'a obtenu aucun succès. Ni le Bangladesh placé dans l'orbite des Etats-Unis, ni l'Inde dictatoriale mais toujours neutraliste, ni le Vietnam, réunifié sous la direc-

d'une conférence, l'autre.

tion communiste, ne sont disposés à y adhérer. La riposte chinoise a été rapide et violente. L'URSS a été proclamée l'ennemi Numéro Un de la Chine, la politique de détente dénoncée comme un piège tendu par l'expansionnisme de Moscou, l'Europe capitaliste appelée à renforcer et à unifier ses moyens de défense, les Etats-Unis eux-mêmes ont été mis en garde contre une attitude conciliante à l'égard de l'URSS.

L'initiative soviétique a encore accentué l'ouverture chinoise vers tous les ennemis de l'URSS, y compris les pires réactionnaires allant de Strauss le revanchard à Pinochet le tueur. De deux côtés, prédomine le souci de protéger et de consolider les intérêts de la super-puissance, qu'est l'URSS, et que tend à devenir, malgré ses dénégations, la Chine. Des deux côtés les tentatives d'alignement semblent vouées à l'échec, comme l'indique le comportement du Vietnam à l'égard de l'URSS, du Cambodge à l'égard de la Chine.

Isoler la Chine, regrouper autour de l'URSS le maximum de pays et partis communistes, tel est l'objectif prioritaire des dirigeants du Kremlin. Bien entendu, ils poursuivent les négociations en vue d'empêcher la prolifération des armes nucléaires et de ralentir la course à la mort avec les Etats-Unis. Mais ils savent que, dans ce domaine, leurs succès seront limités et que la neutralisation et la démilitarisation de l'Europe occidentale ne sont pas pour demain.

De plus, le danger d'une unification politique et militaire de l'Europe capitaliste étant peu probable, malgré l'appel du pied des Chinois, depuis l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché Commun, l'URSS s'oriente vers l'affaiblissement du pacte atlantique et vers la coopération économique avec les pays du Marché Commun, en mettant en compétition les uns avec les autres. Cependant, si la solidarité des Neuf est profondément entamée par la crise, la solidarité des pays membres du Comecon est loin d'être totale. Chaque pays de l'Europe centrale cherche à étendre ses échanges avec l'Occident et le Tiers-monde, à diminuer sa dépendance à l'égard de l'URSS, la Roumanie s'y engageant avec le plus de résolution.

Arrêter les tendances centrifuges qui se font jour au sein du pacte de Varsovie et du Comecon, ainsi que les tendances polycentriques de plus en plus affirmées parmi les partis communistes de l'Occident et du Tiers-monde, la tâche des dirigeants soviétiques s'annonce malaisée. Le courant centrifuge, s'il a triomphé en Corée du Nord et au Vietnam, sans parler de la Yougoslavie et de la Chine, a pu être contenu en Hongrie et en Pologne, et les liens ont été renforcés

entre l'URSS et l'Allemagne orientale.

Plus difficile encore à surmonter s'est avérée la tendance à l'autonomie des partis communistes, notamment en Europe occidentale. C'est dans ce secteur du mouvement communiste qu'a été porté le principal effort soviétique. Il s'agit de réunir une conférence des PC européens, première étape vers une nouvelle conférence internationale. La précédente rencontre européenne a eu lieu en avril 1967 à Karlovy-Vary en Tchécoslovaquie ; la dernière rencontre internationale s'est tenue en juin 1969 à Moscou.

L'initiative d'une conférence européenne émane de Moscou, les puissances invitantes ayant été les PC de Pologne et d'Italie. Le véritable porte-parole des Soviétiques a été le SED, le parti communiste est-allemand. C'est lui qui a présenté plusieurs pro-



jets successifs de déclaration, ayant pour but de proclamer la solidarité idéologique des partis participants et d'élaborer une plate-forme d'action commune.

Ces intentions ont été battues en brèche par la plupart des partis communistes. Les Yougoslaves ont menacé de s'abstenir. Les Roumains se sont montrés réticents, ainsi que les communistes italiens et espagnols. A tel point que les Est-allemands ont été forcés de mettre beaucoup d'eau dans leur vodka, la perspective de réunir la conférence s'avérant autrement aléatoire.

De concessions en concessions, les Soviétiques et leurs alliés ont finalement accepté de limiter l'objet de la conférence à un accord sur la politique de détente, de coexistence pacifique et de coopération internationale, à l'exclusion de tout engagement idéologique et d'unité d'action. Pressés de réunir cette conférence avant le 25e congrès du PCUS, qui doit se tenir en février 1976, les dirigeants soviétiques ont préféré céder sur le fond pour préserver la forme.

Il paraît probable que, les principaux obstacles ayant été levés, et toute mesure de contrainte idéologique et politique écartée, la conférence des 27 partis communistes européens, de l'Est et de l'Ouest, pourra se tenir avant le congrès du PCUS. Maigre succès en apparence, qui permettra cependant à Brejnev et à son équipe d'affirmer leur prééminence, sinon leur prédominance, au sein du mouvement communiste européen.

Bien entendu, cette réunion est considérée par les Soviétiques comme une étape préparatoire d'une conférence communiste internationale. Ils savent bien qu'ils ne pourront obtenir ni un désaveu du schisme maoïste, ni un soutien inconditionnel de leur politique. Il leur suffira de rassembler autour d'eux quelques 80 partis communistes pour montrer l'isolement de la Chine et le maintien de leur leadership mondial.

Dans l'immédiat, tout en poursuivant la coexistence et la coopération avec l'Occident, ils encouragent le courant stalinien dans le mouvement communiste international, afin de freiner les tendances autonomistes et néo-réformistes parmi les partis communistes ouest-européens. D'où l'appui, prudent mais effectif, accordé par le PCUS au parti communiste portugais, la récente approbation de l'attitude critique du parti communiste français à l'égard de Giscard, jugé pro-allemand et pro-atlantique, et l'insistance de Brejnev sur la continuation de la lutte idéologique.

Cet appui n'ira pas loin. C'est un avertissement adressé aux Occidentaux. L'URSS ne s'engagera pas à prendre des risques graves pour soutenir les communistes portugais. Les sphères d'influence des deux super-grands demeurent, et le principe de non-ingérence, qui a été respecté par les Etats-Unis lors de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, a beaucoup de chances d'être appliqué par l'URSS à propos du Portugal.

Très attentifs à ce qui se passe en Méditerranée, les Soviétiques suivent avec beaucoup d'attention le projet, lancé par Soarès et soutenu par Mitterrand, d'une rencontre des partis socialistes et communistes du Portugal, d'Espagne, de France et d'Italie. Déjà Cunhal a rejeté cette proposition. Marchais, sans la repousser ouvertement, en conteste l'ordre du jour et la possibilité de se mettre d'accord sur une stratégie commune.

Il n'est pas surprenant qu'une rencontre à huit ne convienne pas aux PC français et portugais, qui seraient minorisés par six partis, deux communistes, d'Espagne et d'Italie, et quatre socialistes. C'est pourquoi un autre projet a été opposé à celui de Soarès, celui d'une rencontre de tous les partis socialistes et communistes européens, ouvrant largement la porte à l'arrivée des communistes pro-soviétiques. En fait, une conférence aussi large n'a aucune chance de réussite, les grands partis sociaux-démocrates étant hostiles à toute forme de collaboration avec les communistes, Santiago Carillo a eu raison de traiter d'utopique ce projet, qui constitue une simple diversion ayant pour but de faire échouer l'initiative Soarès.

Ces deux projets s'excluant l'un l'autre, la seule initiative valable serait de réunir, après consultation préalable une conférence de l'Europe du Sud en pleine mouvance, plus large que celle proposée par Soarès, plus restreinte que celle suggérée par les pro-soviétiques. Il est question de rassembler les partis communistes, admettant l'unité d'action avec l'extrême gauche, les partis socialistes, favorables à l'unité d'action avec les communistes, et enfin les partis d'extrême gauche partisans de l'unité d'action avec les partis ouvriers traditionnels. Un tel rassemblement offrirait l'occasion de confronter leurs points de vue respectifs sur la lutte contre l'impérialisme, le capitalisme et sur le chemin du socialisme.

Bien entendu, une telle rencontre ne déboucherait pas sur une stratégie commune. Elle favoriserait cependant l'approfondissement du clivage qui se fait jour, d'une part, entre les socialistes de droite et de gauche et, d'autre part, entre les communistes pro-soviétiques et autonomistes. Un accord tactique pourrait peut-être permettre aux réformistes et aux révolutionnaires de faire un bout de chemin ensemble. Il n'est pas question pour ces derniers de renoncer à leur stratégie et à leur totale indépendance politique et organisationnelle, mais l'unité d'action qu'ils préconisent en Europe du Sud correspond à leur stratégie de l'unité d'action et de l'unité populaire qu'ils s'efforcent de promouvoir dans leurs propres pays.

Victor FAY ■



Pierre Goldman

LA VIE, LA MORT ET L'HISTOIRE

« Je suis né le 22 juin 1944 à Lyon, en France, en France occupée par les nazis. Longtemps j'ai pensé que j'étais né et mort le 22 juin 1944. Je suis juif. Je suis d'origine juive et je suis juif ».

Ainsi commence la tragédie de Pierre Goldman. Plus de trente et un ans ont passé. Elle n'est pas terminée : Goldman est en prison, pour la vie, condamné pour un double meurtre qu'il n'a pas commis. Je ne connaissais pas Goldman, je ne le connais pas davantage après avoir lu son livre admirable (1 que ces messieurs-dames du Goncourt ont ignoré). Il ne donne que ce qui est indispensable à sa démonstration dont la conclusion inlassablement scandée est « **je suis innocent** ».

❁ « **Je suis innocent** », oui, nous en sommes certains. Mais il y a davantage. Il y a l'itinéraire d'un homme né dans une cache d'armes (« **dans mon berceau il y avait des tracts et des armes qu'on y dissimulait** »), grandi dans la contre-société communiste française, arrivé à l'âge adulte sans autre espoir que celui de mourir pour sublimer la pourriture du cloaque mondial.

mort à la naissance

Mourir, mourir, il y a tant de manières de mourir. Goldman était mort à la naissance. Il mourut en même temps que s'achevait l'irréversible décrépitude de la IVe République, que proliféraient ici tortures et dictatures au nom des valeurs occidentales, que s'enfonçaient là les démocraties populaires dans la fange de la terreur et du goulag.

En 1959, il y avait eu la révolution cubaine, un indicible espoir pour tous les peuples brisés de l'Amérique latine. Goldman finit par partir au Venezuela à la recherche d'une hypothétique action révolutionnaire rédemptrice après un passage à l'UEC ancienne manière. Il y partit pour mourir. Il revint en France sans avoir combattu.

Incroyable et pathétique désespérance qui pousse Goldman à fuir les réalités dans le banditisme à la petite semaine. Il avoue trois **hold-up**. Il en avait imaginé d'autres qu'il ne commit jamais.

une solide réputation

C'est alors que Goldman est déjà nanti d'une solide réputation de dangereux révolutionnaire formé à l'école de la guérilla cubaine (selon les services de Marcellin !), qu'une pharmacie est attaquée le soir du 19 décembre 1969 au 6 boulevard Richard Lenoir à Paris : deux morts et trois blessés grièvement atteints. Ce soir-là, Pierre Goldman était ailleurs, après avoir renoncé à rançonner une crémère de la rue Saint-Paul. Il se souvient de tous les détails de cette journée et de la suivante car il est véritablement torturé par une épouvantable rage de dents.

L'entourage de Goldman n'est pas des plus brillants. Il rencontra un jour une brute primaire qui s'illustra en 1968 avec les katangais de la Sorbonne : un ancien légionnaire que Goldman appelait X2. C'est lui qui le livre à la police, c'est lui dont Goldman a toujours refusé de donner le nom, estimant que c'est à l'accusation d'apporter la preuve de la culpabilité et non à l'inculpé de démontrer son innocence.

tambour battant

L'instruction policière est menée tambour battant. La police est d'autant plus sûre de tenir le coupable qu'elle construit méthodiquement une toile d'araignée dont Goldman sort enchaîné à vie. Il faut lire le tableau implacable et poignant qu'il brosse de son instruction et du procès. On y retrouve tous les sujets de controverses qui font la joie des criminalistes entre la poire et le fromage d'un banquet de colloque sur les « incertitudes de la justice » : la faiblesse des témoignages, le caractère crapuleux des méthodes d'intimidation et d'investigation policières, mais aussi l'imposture de la justice « populaire » des Assises.

La seule différence est que Goldman joue sa tête pour des crimes qu'il n'a pas commis. Jusqu'à son procès il se bat pour survivre bien qu'il s'en défende, mais il refuse d'apporter la preuve de son innocence. Presque seul au début (les détenus de l'ex-gauche prolétarienne le prennent pour un indicateur de la police), Pierre Goldman étonne tous ceux qui le côtoient. Qu'il soit supérieurement intelligent n'a pas pour nous grande importance. La noblesse du récit, son intransigeance pour certaines valeurs que l'on croyait d'un autre âge (tout au moins celui des camps) font que Goldman reste pour nous une énigme.

Aujourd'hui, la « **justice est passée** », mais l'affaire Goldman constitue un invraisemblable déni de justice, un immense scandale.

un déni de justice

« **Mon désir de liberté est principalement inspiré par l'amour d'une femme. Elle m'a ramené dans la vie. Je veux l'y rejoindre. Sinon, le calvaire de l'innocence perpétuelle et recluse m'eût parfaitement convenu** ».

Pierre Goldman a refusé le concours extérieur des comités qui s'étaient créés spontanément après son procès. Malgré « **l'aversion que lui inspirait l'acte d'écrire et d'être l'objet et le sujet de cette écriture** », il a pris la plume non pour se raconter, mais pour rouvrir le dossier de son innocence.

Goldman est innocent, son jugement doit être cassé par la Cour de cassation. De cela, nous sommes certains. Encore faut-il que le cri de Goldman soit entendu, c'est-à-dire que nous contribuions à le répercuter jusqu'à elle.

Michel ETIENNE ■

Souvenirs obscurs d'un juif polonais né en France : Pierre Goldman. Ed. du Seuil, Combats. 279 pages, 35 F.

« Nul n'est actif dans l'histoire, dans une pratique, sans aimer l'action ou l'activité qu'il y déploie et, ainsi, vouloir abattre le vieux monde est aussi une façon d'être un amant de l'histoire : que la révolution soit dite accoucheuse de nouvelle société l'indique assez ».

Quand Goldman écrit cette phrase, il pense à son itinéraire, mais en même temps il nous oblige nous aussi à penser : où, en quel lieu, mon histoire rencontre-t-elle l'histoire ? Question métaphysique ? La trajectoire que nous raconte Pierre Goldman montre, mieux qu'aucune démonstration, qu'il s'agit là d'une question vitale. Interrogation d'autant plus nécessaire qu'elle a surgi en termes de masse, en mai 68 où, dans le bouleversement social, c'est bien un « désir d'histoire » qui a soulevé enthousiasme et énergie.

A cette question (individuelle et collective), il n'y a pas de réponse construite ; c'est d'une pratique qu'il s'agit. Beaucoup d'entre nous ont choisi d'y répondre dans le militantisme d'organisation. Goldman s'y est essayé. Mais c'est une autre détermination qui l'agitait. Sa rencontre avec l'histoire ne pouvait se satisfaire dit-il « **des formes ludiques et masturbatoires** » (c'est comme ça qu'il voit la Sorbonne en 68), au contraire, « **envahi du rêve et du désir de l'histoire, je voulais que cette histoire soit de violence** ».

Il serait injuste de voir dans cette espérance un quelconque engouement pour la « casse ». Dans cette violence-là, Goldman recherche « **l'épreuve expiatoire** » ; acte « **purificateur** », il cherche par lui à se « **libérer de la meurtrissure d'être juif** ».

Goldman ne cherche pas à se nier comme juif. Bien au contraire. Sa tête et son corps sont hantés par l'image de cette poignée de juifs communistes, combattant les nazis les armes à la main, héroïques défis à l'histoire ; génération de « **géants** » dont Goldman nous dit que « **nul ne fut plus juif qu'eux** ». A son retour du Venezuela, Goldman écrit que « **pour être digne de ces héros** », il « **avait rêvé de mourir... de revenir tel un guerrier marqué d'ultimes et tragiques épreuves... de connaître le feu d'actions exceptionnelles...** » Mais, revenu à Paris, il « **était vivant... (et) n'avait pas guerroyé** ».

Il n'avait pas rencontré l'histoire : « **cette nature fragmentée et diverse, variolée**, écrit-il parlant de lui, **s'était seulement enrichie d'une autre blessure** ». Il n'avait pas réussi à être un « **juif absolu et sacré** ». C'est ce « **crime** » qu'il fallait, dès lors, qu'il « **expié** ». Et ce sont les attaques à main armée. Faible compensation alors qu'il est persuadé que son « **destin** » l'a « **marqué** ». Lorsqu'il apprend « **l'affaire Richard Lenoir** », il lui « **semble** » avoir eu « **le désir d'être accusé de ces meurtres** ». Dans cette accusation il serait, dit-il « **l'étranger absolu** ». En étant « **l'autre** » (n'est-ce pas « **l'être juif** » ?) il pourra en prouvant son innocence (c'est l'objet du livre) devenir lui aussi un « **juif absolu** » et ainsi entrer dans l'histoire. (Quand il est pris par la police il s'écrie : « **j'y suis** »). « **Je suis né sous une fausse identité, je suis né juif et en danger de mort** » écrit-il au début de son « **curriculum** ».

Son identité vraie, il aura fallu longtemps et beaucoup d'épreuves pour que Goldman la construise. Son livre en est le témoignage cru. Quant à la mort, où il pensait trouver l'histoire, il l'a suffisamment frôlée. « **J'ai passé 31 ans à penser à la mort** » dit-il. Ça suffit, Goldman a droit à la liberté, à la vie. Son histoire est aussi la nôtre.

Maurice NAJMAN ■

SELECTION TELE

Samedi 8,

TF1, FR3 : Numéro Un, Eddy Mitchell. Pour les fanatiques du premier des rockers français, qui résiste victorieusement à l'usure du temps et des modes.

Dimanche 9,

TF1, 13 h 20 : Le petit rapporteur de Jacques Martin. L'une des rares émissions salutaires de la télévision, où se mêlent allègrement le rire et l'impertinence.

Dimanche 9,

TF1, 22 h 10 : De Gaulle première. Une émission de Daniel Costelle avec Romain Gary : des extraits des déclarations télévisées de De Gaulle, des commentaires et une



exégèse de Romain Gary réduisant De Gaulle à sa pure apparence de grand acteur. A comparer avec le style bon enfant « au coin du feu » de Giscard, moins théâtral et plus proche de ses auditeurs. Est-ce une tentative de démythification de l'allocation télévisée des « grands » de l'Etat ou une liquidation du gaullisme par le petit bout de la lorgnette ? On peut se poser la question.

Lundi 10,

TF1, 19 h 47 : Le renard à l'anneau d'or. Feuilletton bien-pensant à fuir comme la peste, qui véhicule les clichés les plus éculés sur la virilité, le sens du devoir, la féminité. Quant au scénario, il paraît désuet même pour « les veillées des chaumières ».

Mardi 11

A2, 20 h 30 : Les dossiers de l'écran Trois de Saint-Cyr en introduction d'un débat que les événements de Besançon risquent de rendre encore plus explosif, en présence d'Yvon Bourges, ministre de la Défense et d'Alain Krivine, un

lamentable panégyrique de la trop célèbre école militaire. Au moment où nous mettons sous presse, IDS n'a pas été invité, pourquoi ?

Mercredi 12,

TF1, 22 h : Un certain regard, Télé-Tallin. Après l'émission consacrée à Télé-Moscou où le dogmatisme poussé est de rigueur, cette émission consacrée à la télévision en Estonie met l'accent sur la régionalisation, qui semble plus réussie que celle de FR3. Télé-Tallin est plus européanisée, et basée non sur la centralisation mais sur la compétition avec les autres chaînes.

Jeudi 13,

TF1, 20 h 30 : Shaft. Une nouvelle série policière américaine qui exploite le filon de l'antiracisme. Shaft est un policier noir (qui connut au cinéma un succès fabuleux auprès de la population noire) paré de toutes les qualités des policiers blancs. A la couleur près, Shaft est l'équivalent de Mannix ou de tout autre héros de ce style. Le scénario, à part quelques allusions sur le racisme, pourrait servir à n'importe quoi. Rien de bien nouveau sous le soleil, mais c'est déjà un pas de franchi : le héros est noir, et les acolytes sont blancs.

Jeudi 13,

TF1, 21 h 40 : Des faits et des hommes. Un important dossier consacré à la peine de mort.

Vendredi 14,

TF1, 21 h 40 : Une minute pour les femmes. « Vivre en union libre ? Cela mérite réflexion ».

Vendredi 14,

FR3, 20 h 30 : Faits divers. Les enfants délaissés. A partir de l'affaire Douce — des parents partis l'été dernier en abandonnant leurs enfants — l'émission étudie le problème des enfants délaissés.

Vendredi 14,

A2, 22 h 35 : Ciné-club. Les anges aux figures sales. Un classique du cinéma (1938) réalisé par Michael Curtiz et qui se situe lors de la grande dépression économique de 29 et de la prohibition.

Stéphane SOREL.

Télé-Moscou



Une émission de Nadine Liber-Puissesseau a été diffusée le lundi 3 novembre, à 22 h, sur TF1. C'est la première fois qu'une équipe française de télévision a été autorisée à filmer la télévision soviétique. Une émission tout à fait passionnante, où les dirigeants soviétiques ne masquent pas le but de Télé-Moscou : c'est un instrument de propagande qui joue un rôle important dans la « formation de l'homme nouveau ». La télévision de Moscou informe sur les événements mondiaux, mais elle est centrée essentiellement sur le peuple russe. On démocratise la

culture, on joue Molière, on insère partiellement les cultures régionales, on programme beaucoup de variétés et surtout beaucoup de sport qui semble tenir une place importante dans le cœur des Russes. A première vue, il ne semble pas que la télévision moscovite soit très épanouissante ni même très différente de celle que nous connaissons en France. L'académisme y règne en maître ; mais peut-être recèle-t-elle quelque Maurice Failevic, voire quelque Jean-Christophe Averty jugés immontrables...

St. S. ■

Cinéma

La dernière tombe à Dimbaza

Des images-choc

Dimbaza : un camp en Afrique du Sud où règne depuis des années une insupportable forme de racisme, l'apartheid. Toutes les institutions, toutes les structures du pays sont faites pour et par une minorité de blancs qui imposent par la terreur armée leur loi à la population noire qui crève de misère. Tout est mis en œuvre pour museler l'opposition, pour en interdire toute velléité : travail forcé, séparation d'avec la famille, analphabétisme, refus du droit de vote.

La population blanche règne par la terreur, hommes et femmes sont armés, tous repoussent les noirs et les métis vers l'intérieur désertique des terres.

Le film n'a pas besoin d'une structure très complexe. Tourné clandestinement, réalisé anonymement, il se contente de montrer des images-choc : des rangées de tombes d'enfants ouvertes, attendant leur lot quotidien de cadavres, des blancs, hommes et femmes, s'entraînant aux armes, des interviews de travailleurs exploités. Le commentaire lie admirablement les images en apportant les compléments d'information indispensables. A partir du 15 octobre au Saint-Séverin à Paris.

St. S. ■

cinéma 75

N° 203
NOVEMBRE 75

★
JEAN-LUC GODARD

★
JEAN-MARIE STRAUB

★
BRECHT et LE CINEMA

★
LE CINEMA TESSINOIS

★
REFLEXIONS
SUR FASSBINDER

En vente partout 8 F

jean-pierre delarge
éditions universitaires

corps et politique
jean-marie brohm 45f

le corps enseigné
daniel denis 39,95f

le corps
michel bernard 35f

COLLECTION CORPS ET CULTURE

TEP
théâtre national
direction guy retore

coquin de coq
de SEAN O'CASEY
mise en scène GUY RETORE
jusqu'au 30 novembre

fragments pour
guevara
de PIERRE BOURGADE
m.en.s. MICHAEL LONSDALE
du 7 nov. au 21 déc. 75

17 rue Malte-Brun - Paris 20e
M^o Gambetta - tél. 636.79.09

Une interview de 5 membres du comité de soldats du 19 RG. de Besançon

La bataille des droits

TS : Pourquoi avez-vous été amenés à former un comité au 19^e rg ?

Paul : Tout d'abord à la suite de l'affaire Lassus : un sapeur s'est fait cogner par Lassus, un lieutenant. Après, il avait la rate éclatée. Pour nous c'était révoltant. Il fallait que Lassus soit puni.

Jean : Mais c'était aussi de voir comment on est traité à l'armée : on est comme des objets qu'on manipule. Souvent les officiers nous prennent pour des chiens, pour leurs esclaves.

Vincent : C'est vrai, on a l'impression qu'ils défoulent leur agressivité et même leur sadisme contre nous. Ils profitent de leur pouvoir pour nous priver de sortie, exercer des chantages sur les permissions : si tu ne vas pas chez le coiffeur, je te sucre ta permission, par exemple.

Jean : Celui qui remplace Lassus, c'est le même genre, mais il est plus habile.

TS : Comment ressentez-vous l'armée de l'intérieur ?

Vincent : On se sent comme mal à l'aise, dans une insécurité permanente. Quand on fait un boulot, on a constamment les gradés sur le dos, on est sans arrêt sur les nerfs.

Maurice : Le plus dur, c'est les manœuvres, c'est là qu'on cafarde le plus. Tantôt, on crapaute comme des bêtes, tantôt, on passe des heures à s'emmerder.

Paul : On est vraiment pas pris en considération. Un jour j'ai entendu un officier de permanence, dire alors que les patates n'étaient pas cuites : « il faut que ce soit moyen, pas trop bon, mais pas trop mauvais, après j'aurais des ennuis ! ».

André : Et puis, il y a l'éloignement, on nous incorpore loin de chez nous. Parce qu'on est isolé, on est plus facilement punissable. Par exemple, par mois on a droit à deux perms de 12 h, une perm de 48 h. Quand on habite loin, il arrive souvent qu'on supprime la 48, pour la refiler à un gars qui est plus près. On est coincé.

Vincent : A l'armée on est pris dans un système qui nous conditionne. La règle, c'est chacun pour soi, chacun essaie de se démerder le mieux possible, tout seul, on nous encourage à l'individualisme, et à la docilité.

Jean : Les gars, quand ils sortent le soir, ils boivent, broient

des idées noires. Alors il vont au cinéma pour voir n'importe quoi.

Maurice : Un jour, j'ai pris une cuite à cause du cafard. On en arrive à ne plus penser, à ne plus réfléchir à ce qu'on fait. Il y a des gars qui sont dans un état nerveux déplorable, il y a des essais de suicides. Je fais même des cauchemars la nuit sur l'armée !

Paul : Je crois que l'idée de désertir est venue à tout le monde. Si je n'avais pas été marié, je l'aurais fait...

TS : Qu'est-ce que vous apportent les réunions du comité ?

Vincent : Ici on apprend à se connaître, à se comprendre et à réagir. Rien que le fait de pouvoir parler librement de nos problèmes entre nous, ça nous remonte le moral. On a moins tendance à s'enfermer, à sombrer dans l'alcoolisme ou dans le cafard.

André : A la caserne, il y a une coupure entre nous. Par exemple vis-à-vis des intellectuels, les sursitaires, la communication est difficile à faire : ils parlent de choses que l'on ne connaît pas. En plus, ce sont des gens mariés, plus âgés que nous, ils ont déjà des enfants, ils occupent déjà une haute fonction. Ici c'est différent, on est tous là pour un même but, lutter pour améliorer nos conditions de vie.

TS : Quels moyens de luttes, quelles formes de luttes sont les meilleurs actuellement ? Quels sont les problèmes que vous avez ?

Paul : Ce n'est pas facile. Des gars se disent, on est là pour un an, on va essayer de se planquer, pour être le plus tranquille possible.

Maurice : Beaucoup de soldats se laissent influencer par les officiers. Il y a beaucoup de fayotage. Et puis il y a le problème des « libérables » et des bleus. C'est comme une espèce de tradition. On prend des habitudes vis-à-vis des « bleus », et on ne s'en rend même pas compte.

Vincent : Il faudrait créer une égalité entre nous, on a intérêt à s'entre-aider. Il ne devrait pas y avoir de différences.

Jean : Il faut arriver à faire comprendre aux gars que tous seuls ils ne peuvent rien faire. Dans les commissions de l'ordinaire, ils demandent des volontaires, mais en général, ils ne se trompent pas sur le choix de « volontaires ».

Vincent : Si on veut vraiment y aller, on peut, mais dès qu'on commence à demander des solutions, on se fait refuser systématiquement.

Jean : C'est comme pour le colon. En principe chaque soldat peut être reçu par le colonel, mais il faut passer par la voie hiérarchique, ou on se fait bloquer. Et puis il y a la peur d'être « planté ».

Maurice : Ce serait différent si on y allait à 100, à 200. Il faut leur faire comprendre que tous seuls ils n'y arriveront pas.

André : Si les gars sortent quelque chose de puissant, ils viendront, ils auront confiance.

Vincent : Sur les formes d'action, pour l'instant c'est l'information. Il faut trouver des moyens pour avoir le contact avec tout le monde.

TS : Qu'est-ce que vous espérez du syndicat ?

Paul : De meilleures conditions de vie, pouvoir apprendre quelque chose d'utile, être plus libre, pouvoir mener une vie normale à l'intérieur de la caserne.

Jean : Et surtout, éviter qu'on nous prenne pour des moins que rien.

Vincent : Les améliorations, ça serait bon pour ceux qui viendront après nous. Ils se sentiraient plus forts pour lutter.

Maurice : Le syndicat est une idée qui passe bien. La grande majorité trouve normal d'avoir les mêmes droits que dans le civil.

Vincent : Si on pouvait arriver à réunir tous les soldats, sans la présence des officiers, les gars se sentiraient plus en confiance, ils pourraient parler librement. Là on aura du poids, pour faire un rapport de forces.

TS : Qu'est-ce que vous attendez des syndicats ouvriers ?

André : Quand on a eu les réunions avec la CFDT, ça faisait du bien de sentir que l'on s'intéressait à nos problèmes. Ils peuvent nous aider.

Vincent : On attend d'abord un soutien pratique. Pouvoir faire connaître notre lutte dans les usines par exemple.

TS : Est-ce que vous aviez fait de la politique ou du syndica-

lisme avant d'aller à l'armée ?

Maurice : La grande majorité d'entre nous n'appartenait ni à un parti, ni à un syndicat. Certains y pensaient, mais n'en avaient pas trouvé le moyen.

Vincent : Maintenant, je sens que pour la plupart d'entre nous, ça va changer. On ne va pas arrêter la lutte à la sortie de l'armée. Par la lutte, on a enfin l'impression de faire quelque chose d'utile, de censé, il faut se battre, pour obtenir le meilleur, avant d'atteindre le parfait.

L'inquisition policière

 Draguignan, dans la nuit du 30 au 31 octobre, des inscriptions antifranquistes ont été faites sur le mur du cimetière et le monument de la Résistance.

Des organisations du collectif des libertés (PC, PS, PSU, CGT, CFDT, FEN, FO) — auxquelles s'associent le comité antimilitariste, le mouvement socialiste occitan VVAP, Révolution, le Mouvement d'action judiciaire) condamnent de tels actes irresponsables et provocateurs.

Elles condamnent aussi l'exploitation qui en a été faite par la police de Draguignan. Elle s'est arrogée le droit de perquisitionner, sans commission rogatoire, au domicile de plusieurs militants, y compris un responsable syndical CFDT.

Ces méthodes rappellent aux Draguignannoises celles qui ont été employées lors de l'affaire de la préfecture. A Draguignan, comme partout en France, cette inquisition policière faisant écho aux déclarations de Poniatsowski a pour but évident de créer dans l'opinion l'amalgame entre les délits de droit commun et l'expression légitime d'une opposition à la politique giscardienne.

On peut par ailleurs s'étonner qu'une organisation d'extrême-droite (L'UNI) qui se prétend libérale et modérée, se félicite publiquement dans la presse de la répression qui trappe de simples suspects en les présentant comme des coupables.

Les organisations citées ci-dessus demandent à tous les démocrates de s'élever contre cette chasse aux sorcières, qui risquerait d'aboutir à la suppression de toutes les libertés fondamentales.